



VERS UNE EUROPE PLUS UNIE

L'héritage des Traités de Rome pour l'Europe d'aujourd'hui

Exposition itinérante à l'occasion du 60^e anniversaire des Traités de Rome, 1957 - 2017

ORGANISÉE PAR

Archives historiques de l'Union européenne, Institut universitaire européen

EN COLLABORATION AVEC

Parlement européen

Conseil de l'Union européenne

Commission européenne

Presidenza del Consiglio dei Ministri, Dipartimento per le Politiche Europee, Italia

Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale, Italia

Agenzia ANSA - Agenzia Nazionale Stampa Associata, Italia

COORDINATION SCIENTIFIQUE

Centre de recherche Alcide De Gasperi, Institut universitaire européen

GRAPHISME:

Kidstudio.it

EXPOSITION VIRTUELLE

Conseil de l'Union européenne

CONTACTS

Archives historiques de l'Union européenne

Institut universitaire européen

Villa Salviati, via Bolognese 156

50139 Florence - Italie

Téléphone: +39 055 46854662

archiv@eui.eu



www.rometreaties.eu



Commission européenne



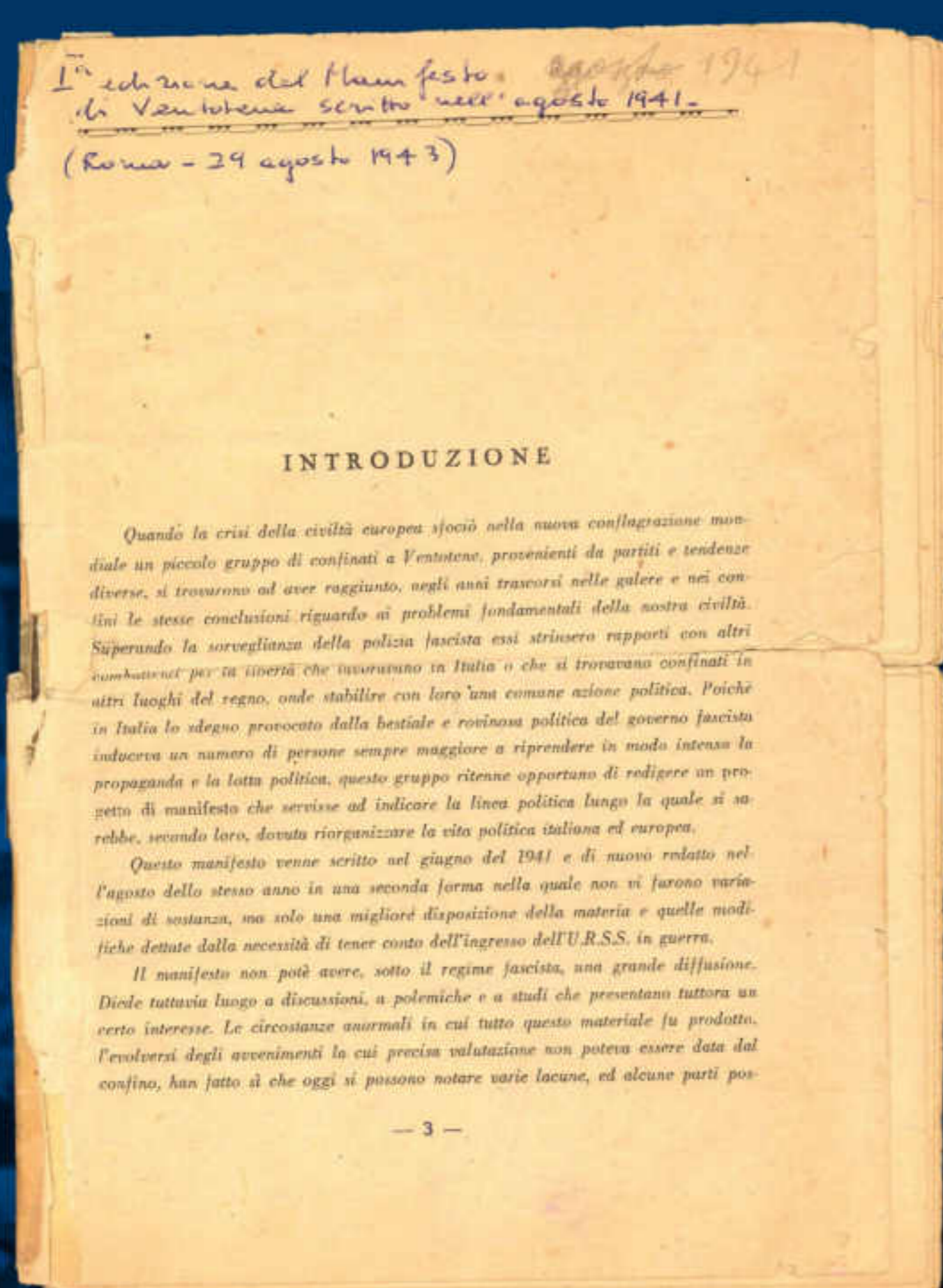
www.europedirectfrance.eu

VERS LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

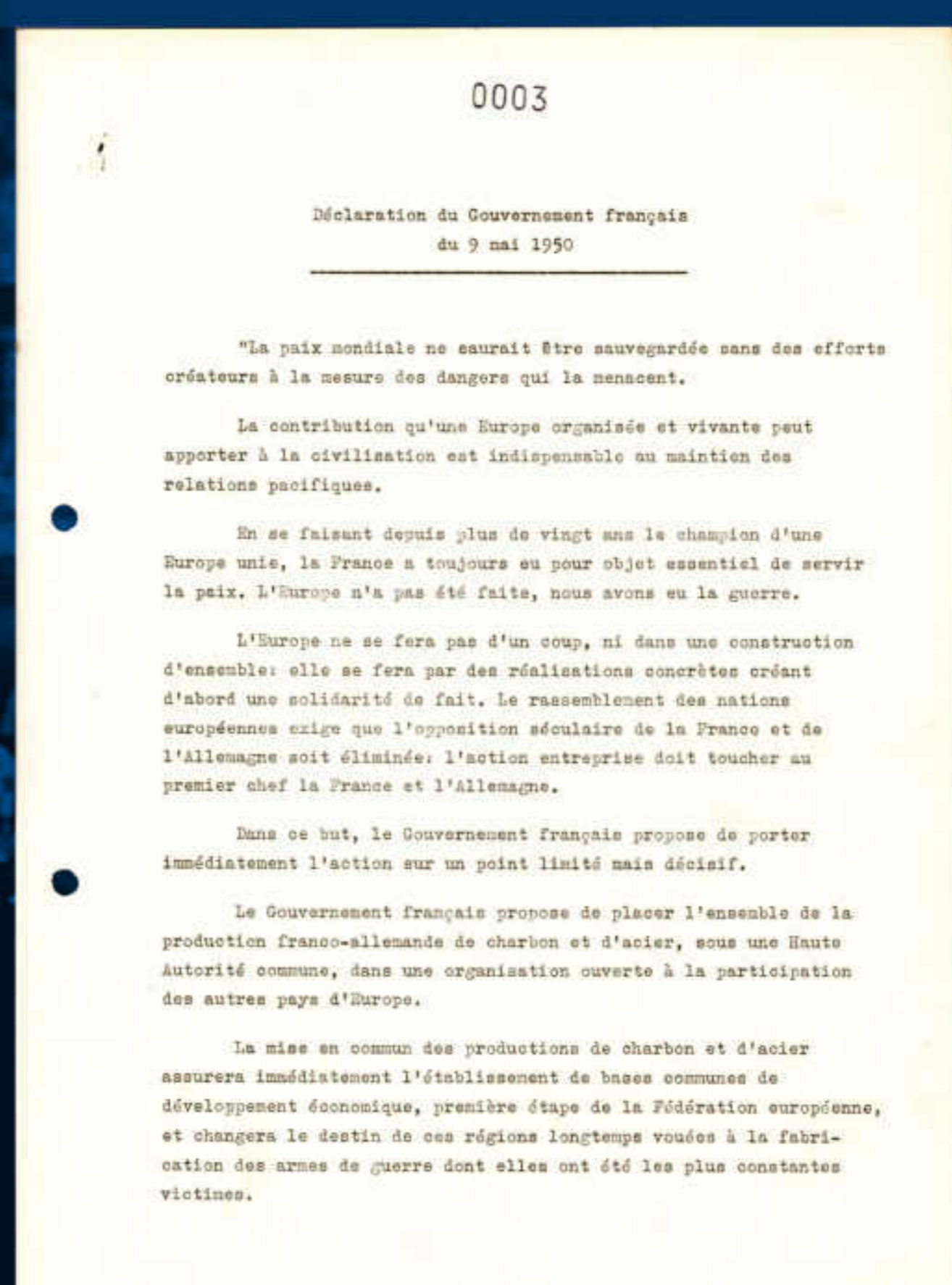
1941
1957

Le projet d'une **EUROPE UNIE** s'est concrétisé après la Seconde Guerre mondiale. L'idée de **JEAN MONNET** d'utiliser l'intégration économique comme instrument de réconciliation politique a posé les bases de la décision prise par la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, les Pays-Bas, l'Italie et le Luxembourg de créer, en 1950, la **COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER** (CECA). Ce projet n'était pas seulement économique mais aussi politique et symbolique. Il ouvrait la voie à la réconciliation franco-allemande, préalable à l'établissement d'un nouveau système de relations entre les États européens. Les intellectuels et la société civile organisée appelaient en outre à une Europe unifiée. Les mouvements fédéralistes, partisans d'une véritable fédération européenne, furent particulièrement actifs. **ALTIERO SPINELLI** devint l'une de leurs principales figures

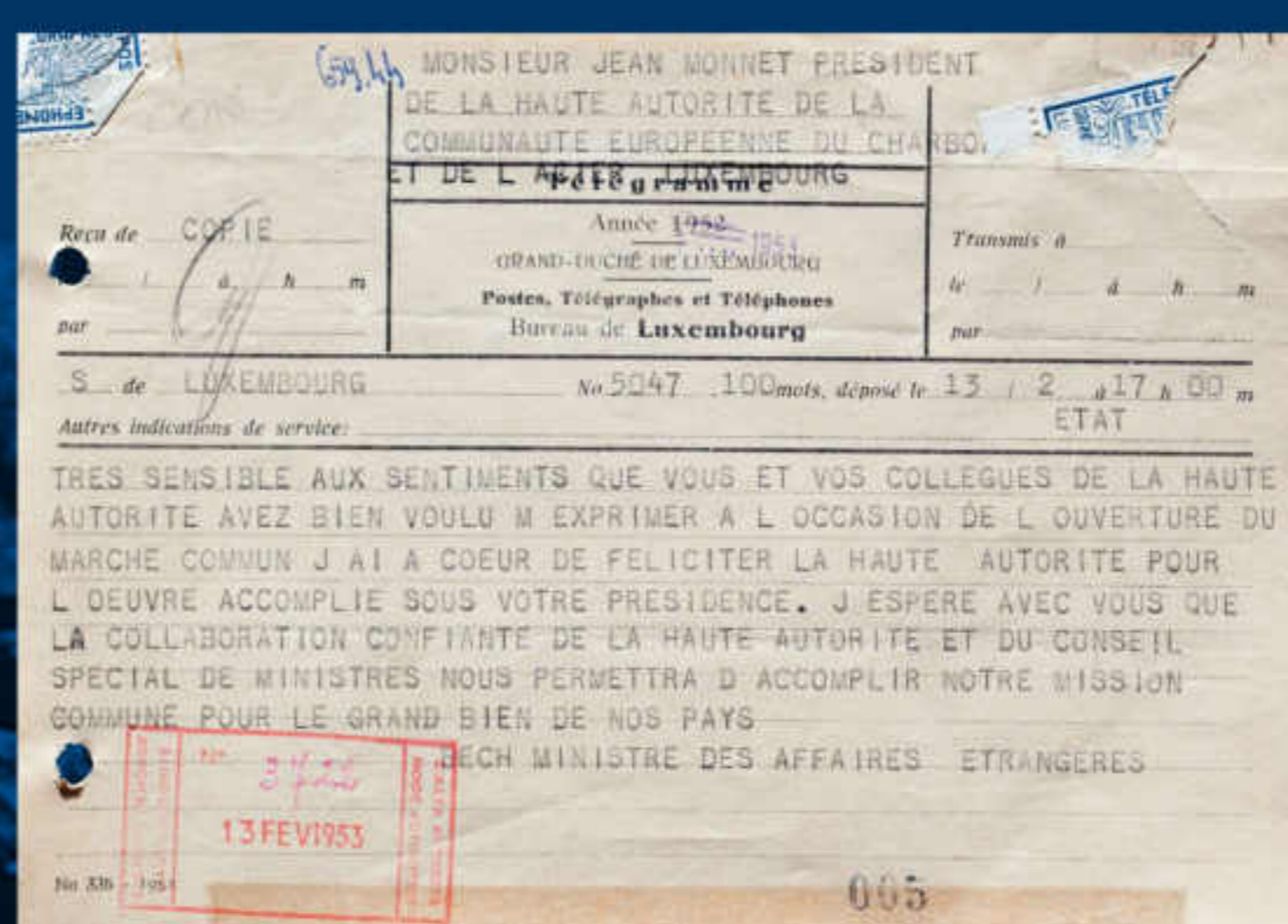
de proue. La première tentative de renforcement de l'intégration européenne se fit à travers la création d'une **COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE** (CED) qui incluait le projet d'**ALCIDE DE GASPERI** pour une **COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE**. L'échec de cette tentative en 1954 provoqua une période de crise mais fut également une opportunité pour la relance du projet d'intégration européenne. Organisée par **PAUL-HENRI SPAAK**, la rencontre des ministres des Affaires étrangères des États membres de la CECA à **MESSINE**, en juin 1955, mena en effet à l'ouverture de pourparlers qui culminèrent avec la signature des Traités de Rome le 25 mars 1957. Ces derniers donnèrent naissance à la **COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE** (CEE) et à la **COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE** (CEEA).



Première édition du *Manifesto di Ventotene*, le manifeste pour une Europe libre et unie établi par Altiero Spinelli et Ernesto Rossi en 1941 (Archives Historiques de l'Union Européenne, Florence - AHUE)



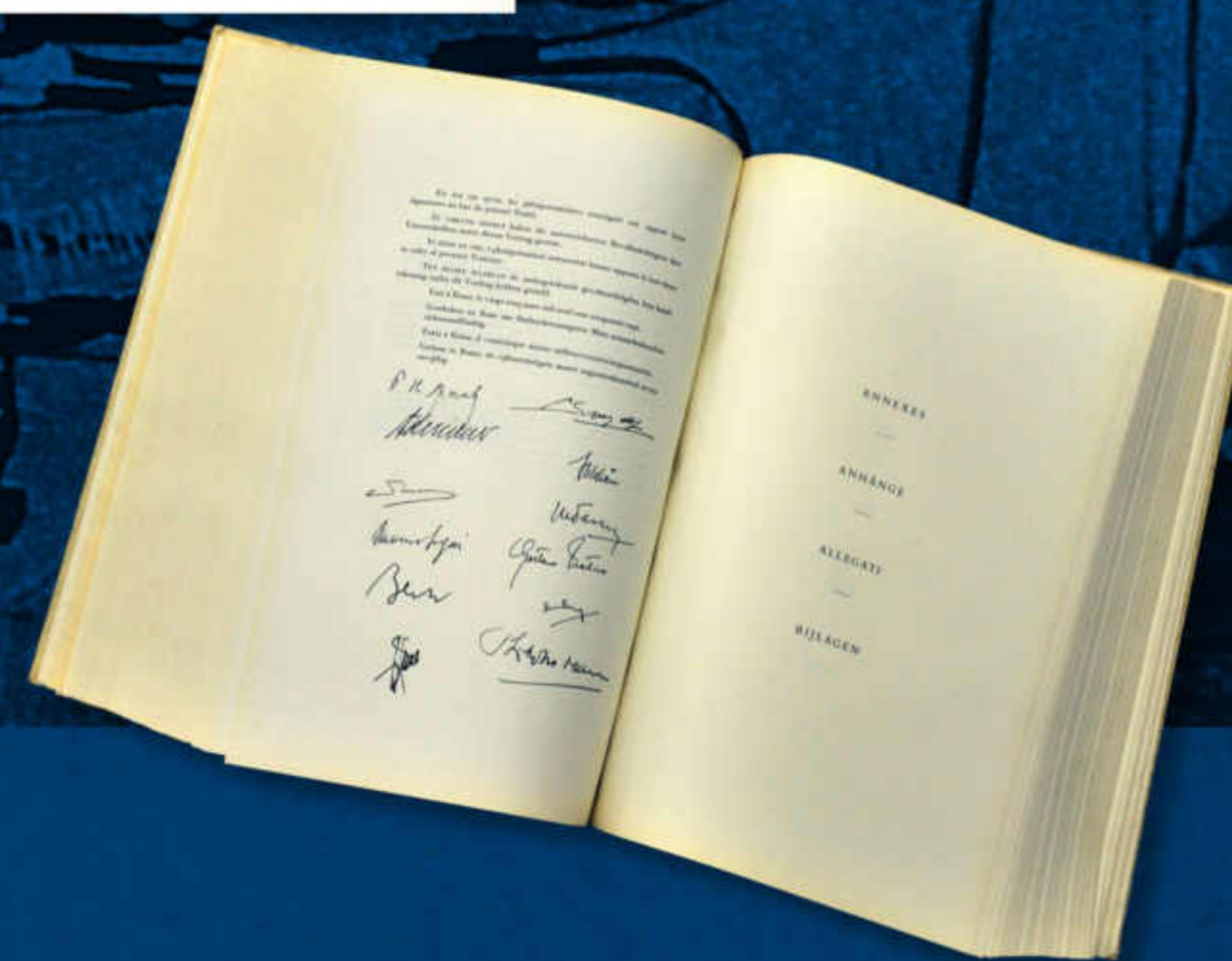
Déclaration Schuman, texte proposant la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et présenté le 9 mai 1950 par Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères (AHUE)



Télégramme suite à la mise en place de la Communauté européenne du charbon et de l'acier le 23 juillet 1952 (AHUE)



Carte postale commémorant la fondation de la CEE et de la CEEA envoyée par le Mouvement Fédéraliste Européen à Gaetano Martino, ministre italien des Affaires étrangères (Archivio Storico Diplomatico Ministero Affari Esteri, Rome - ASMAE)



Signature des Traités établissant la CEE et la CEEA, Rome, 25 mars 1957 (Archives du Conseil de l'Union Européenne, Bruxelles - ACUE)



Commission européenne



www.europerdirectfrance.eu

DE ROME À MAASTRICHT | 1958 1992

PREMIERE REUNION A BRUXELLES de la Commission du Marché Commun

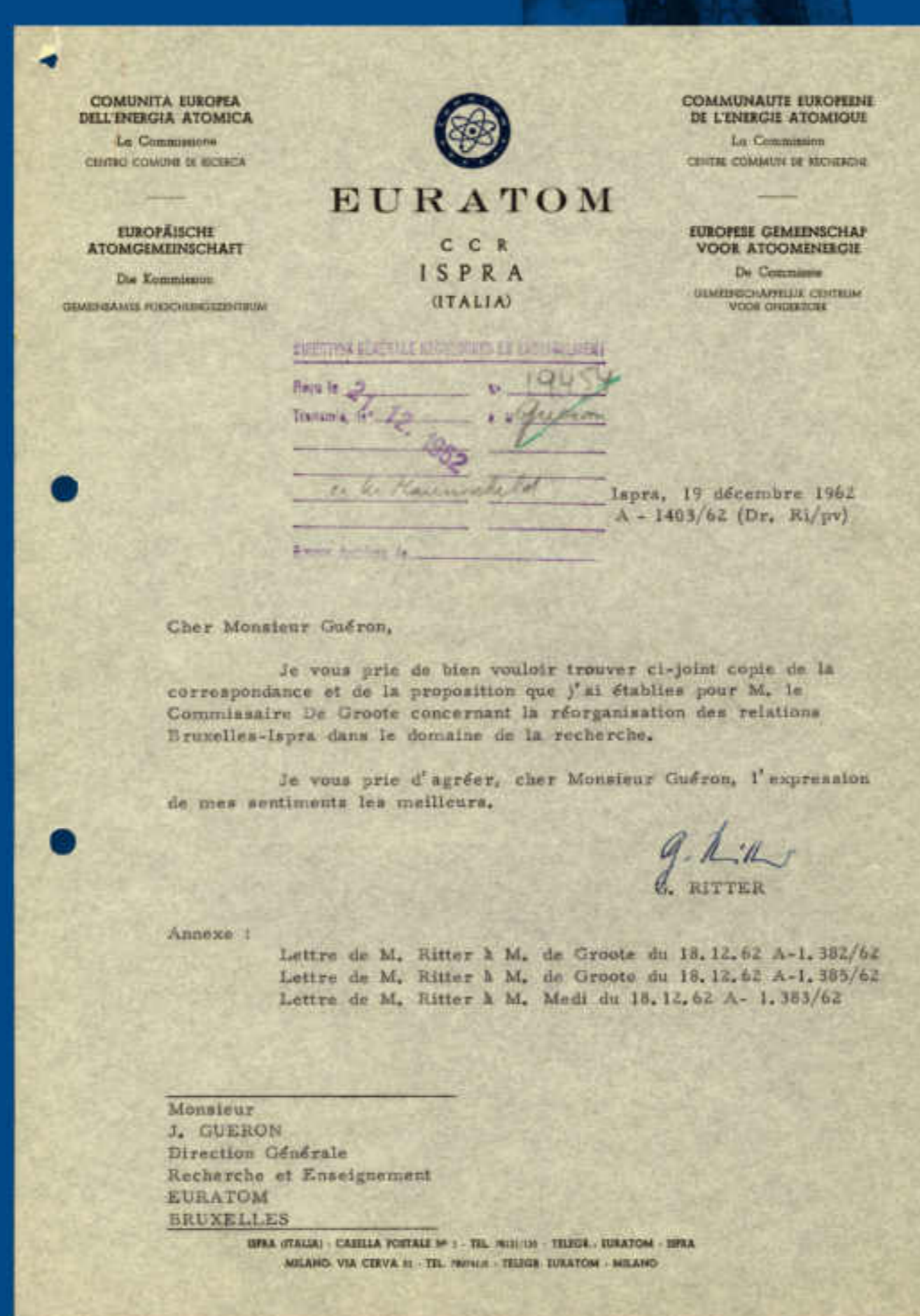
« Nos travaux serviront l'Europe et non les intérêts particuliers » déclare le président, M. W. HALLSTEIN

Le 1^{er} janvier 1958 débutèrent les activités officielles de la CEE, de la CEEA et de leurs principales institutions – la Commission, le Conseil des ministres, l'Assemblée parlementaire et la Cour de justice.

La première décennie des Communautés européennes fut marquée par d'importants développements. Dans le cadre de la CEEA, les premiers partenariats furent établis concernant la recherche nucléaire. Du côté de l'économie et des institutions communautaires, la CEE vit le lancement de la **POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE** (1962) et l'achèvement de l'**UNION DOUANIÈRE** (1968). La CEE confirma ainsi sa position dans le commerce international. Elle jeta aussi les bases d'une politique communautaire de **COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT** à travers la Convention de Yaoundé (1963). Au niveau politique, les années 60 furent marquées par le veto français sur la candidature d'adhésion de la Grande-Bretagne à la CEE ainsi que par les divergences entre la vocation supranationale de la Commission des Communautés européennes et la vision intergouvernementale de Paris.

Le succès économique de la Communauté ainsi que les profonds changements politiques et sociaux conduisirent les Six à se réunir à La Haye en décembre 1969, en vue de l'**ÉLARGISSEMENT** et du déploiement de nouvelles politiques en matière **MONÉTAIRE, SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE** et **RÉGIONALE**. Quant au Parlement européen, il renforça sa légitimité démocratique grâce aux premières élections directes de 1979.

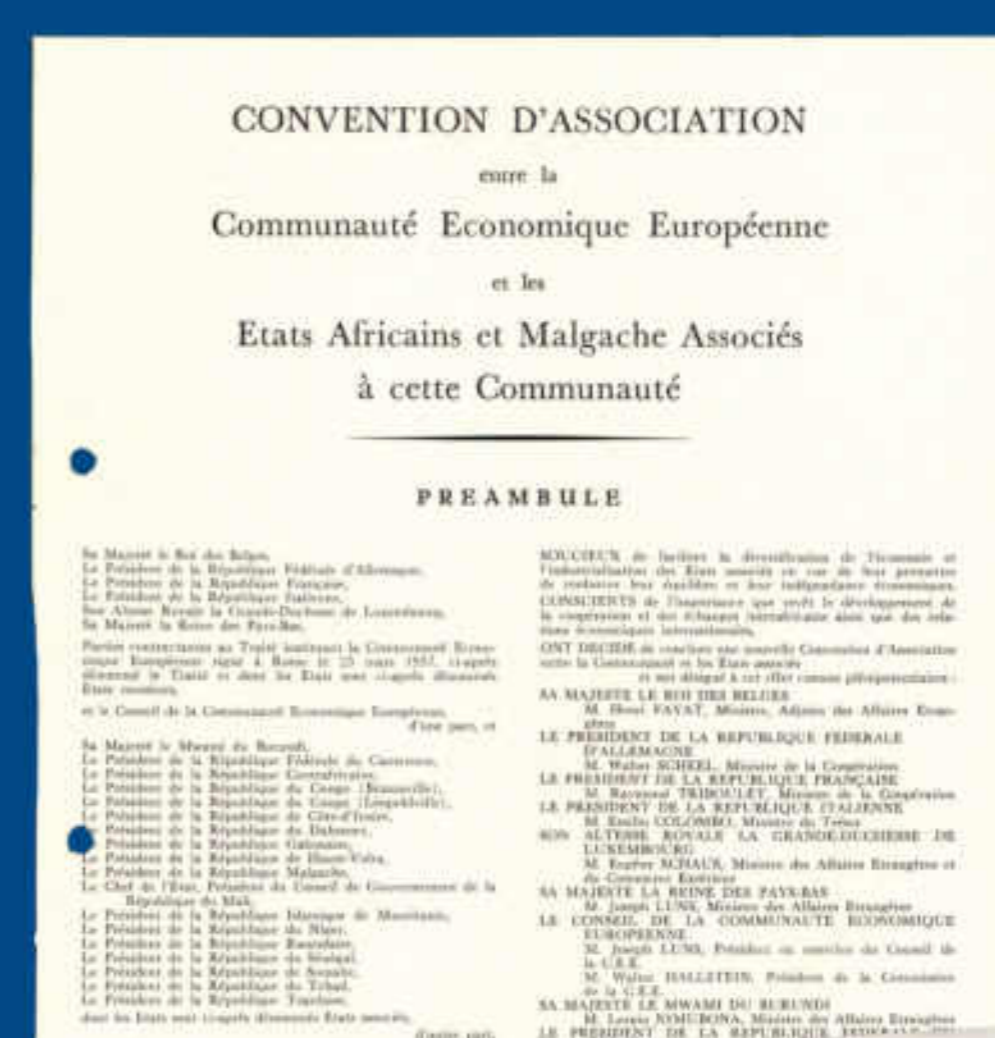
Les années 80 furent caractérisées par la finalisation du **MARCHÉ UNIQUE** et la relance de l'**INTÉGRATION MONÉTAIRE**. En 1986 la signature de l'Acte unique européen servit d'assise à une Europe plus intégrée sur les plans politique et économique. Elle ouvrit la voie à la création de l'**UNION EUROPÉENNE** au lendemain de la fin de la guerre froide, avec l'entrée en vigueur du **TRAITÉ DE MAASTRICHT** le 1er novembre 1993.



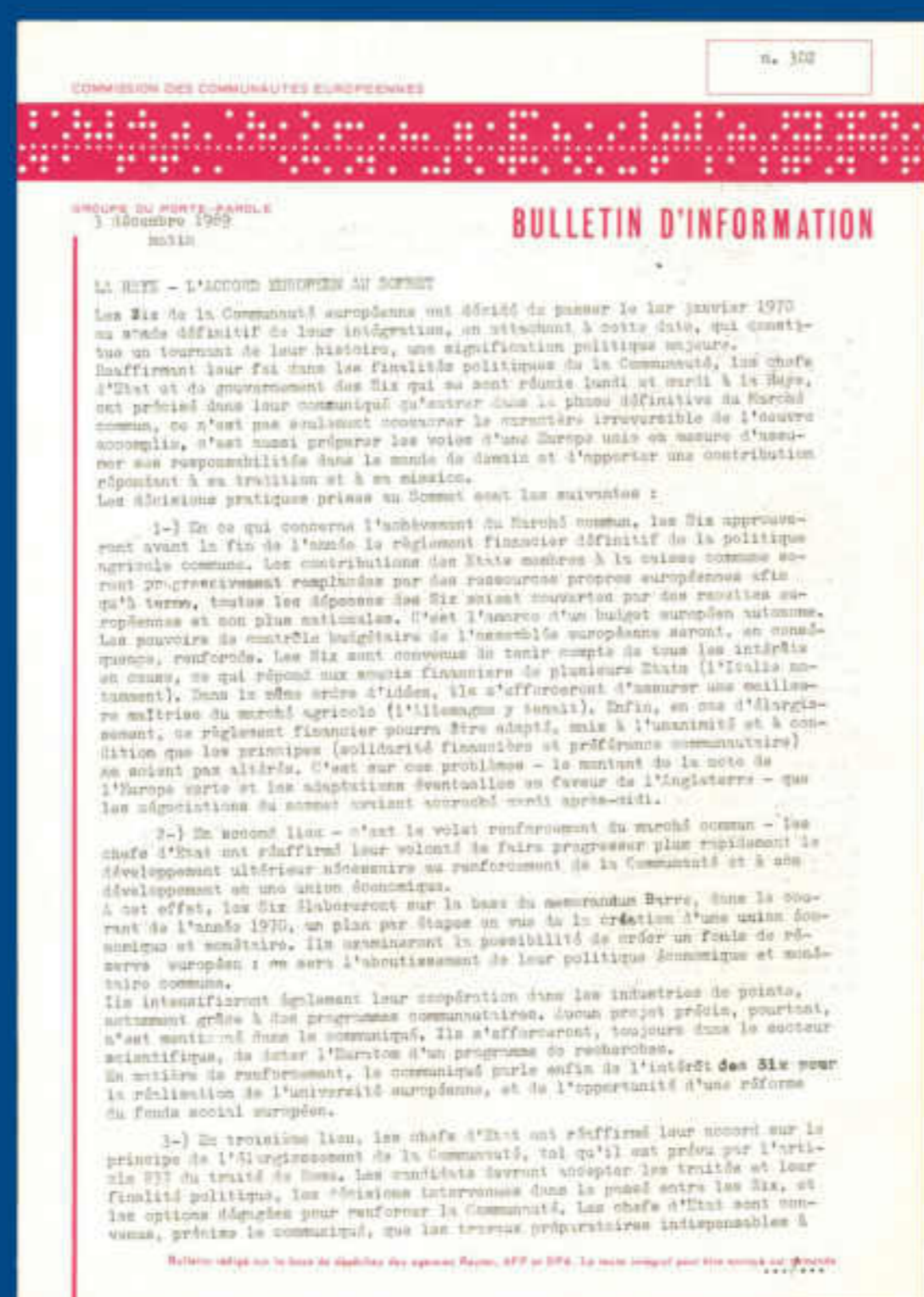
Le Centre commun de recherche ISPRa fut créé par le Traité EURATOM afin de favoriser la collaboration entre les centres de recherches nationaux dans les domaines scientifiques et notamment nucléaire (AHUE)



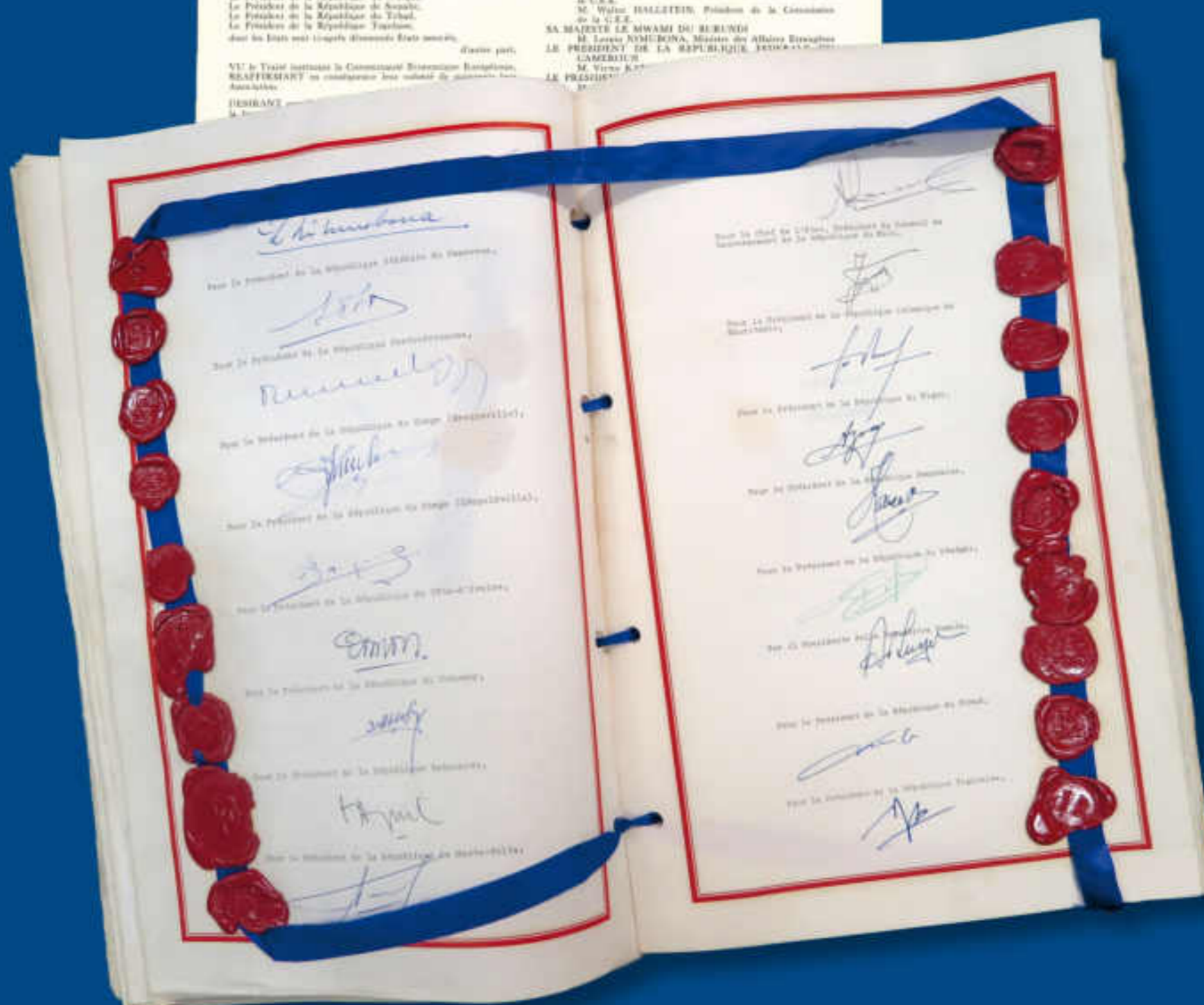
Première session de la Commission des CE sous la présidence de Walter Hallstein, janvier 1958 (AHUE)



Convention de Yaoundé entre la CEE et les États africains et malgaches associés (EAMA) entrée en vigueur le 1^{er} juin 1964 (AHUE/ACEU)



Bulletin d'information de la Commission des CE sur la conférence de relance de la construction européenne tenue à La Haye en décembre 1969 (AHUE)



DECLARATIONS BY THE EUROPEAN COUNCIL RELATING TO THE INTERNAL MARKET

"The European Council... instructs the Council : - to decide, before the end of March 1983, on the priority measures proposed by the Commission to reinforce the internal market"

Copenhagen, 3/4 December 1982

"It asks the Council and the Member States to put in hand without delay a study of the measures which could be taken to bring about in the near future... the abolition of all police and customs formalities for people crossing intra-Community frontiers..."

Fontainebleau, 25/26 June 1984

"The European Council... agreed that the Council, in its appropriate formations : ... should take steps to complete the Internal Market, including implementation of European standards"

Dublin, 3/4 December 1984

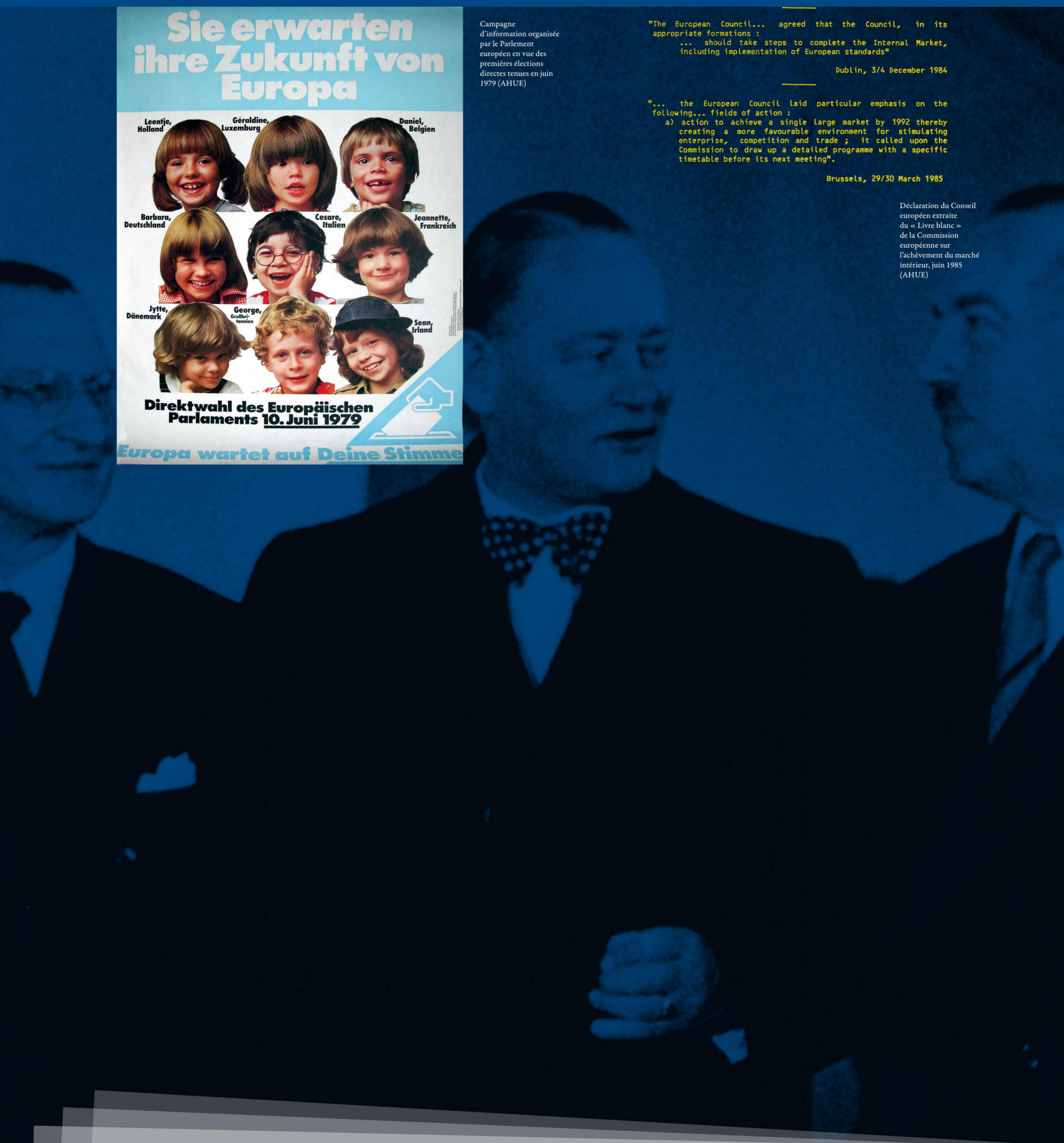
"... the European Council laid particular emphasis on the following... fields of action : a) action to achieve a single large market by 1992 thereby creating a more favourable environment for stimulating enterprise, competition and trade ; it called upon the Commission to draw up a detailed programme with a specific timetable before its next meeting"

Brussels, 29/30 March 1985

Déclaration du Conseil européen extraite du « Livre blanc » de la Commission européenne sur l'achèvement du marché intérieur, juin 1985 (AHUE)



Campagne d'information organisée par le Parlement européen en vue des premières élections directes tenues en juin 1979 (AHUE)

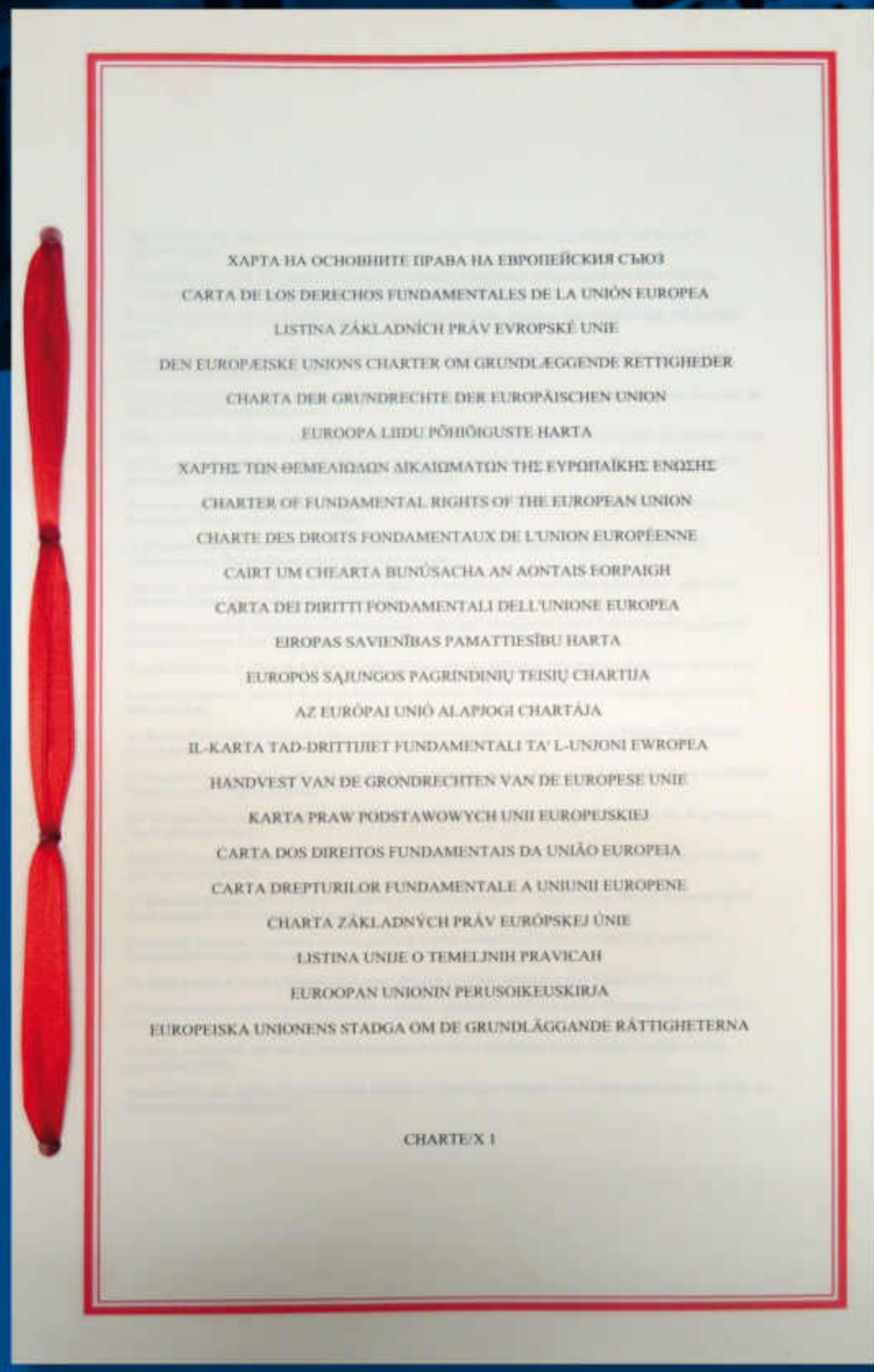


Commission européenne



Durant la décennie qui suivit la signature du Traité de Maastricht, le **MARCHÉ UNIQUE** et l'**UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE** furent les principaux accomplissements de l'Union européenne. Le processus d'intégration fut d'autre part caractérisé, à partir de 1995, par des vagues d'élargissement qui firent passer le nombre des pays membres de 12 à 28. Après les divisions politiques et idéologiques de la guerre froide, ce processus renforça l'unification du continent européen. Une telle évolution de l'Union européenne nécessita un nouvel ensemble de réformes des Traités fondateurs pour améliorer le fonctionnement des institutions et le processus décisionnel. Le Traité

de Maastricht fut ainsi réformé par les Traités d'**AMSTERDAM** (1997) et de **NICE** (2001), suivis par la proposition d'un traité établissant une **CONSTITUTION EUROPÉENNE** (2004) qui ne fut pas ratifié car rejeté par les référendums tenus en France et aux Pays-Bas en 2005. Le **TRAITÉ DE LISBONNE** (2007), entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009, eut parmi ses principales innovations le renforcement du rôle du Parlement européen, une coopération approfondie concernant les relations étrangères et la sécurité commune ainsi que l'extension des compétences communautaires relatives au contrôle des frontières extérieures, à l'immigration et à la coopération judiciaire et policière.



La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, proclamée par le Conseil, la Commission et le Parlement européens durant la séance du Conseil européen tenue à Nice en décembre 2000, s'est vu attribuer un statut légal par le Traité de Lisbonne en 2007 (ACUE)



Note d'information de la Banque européenne d'investissement concernant les prêts aux pays d'Europe centrale et de l'Est en vue de leur entrée dans l'UE (AHUE)



Bulletin d'information de la municipalité de Fiesole lors de l'adoption de l'Euro le 1^{er} janvier 2002, comme monnaie unique des pays membres de l'UE ayant précédemment rejoint l'Union économique et monétaire (AHUE)



José Sócrates, Premier ministre portugais et Président du Conseil de l'UE et Luis Amando, ministre portugais des Affaires étrangères, lors de la signature du Traité de Lisbonne au monastère des Hiéronimites. Lisbonne, 13 décembre 2007 (ANSA-EPA/Ignacio Rosa)



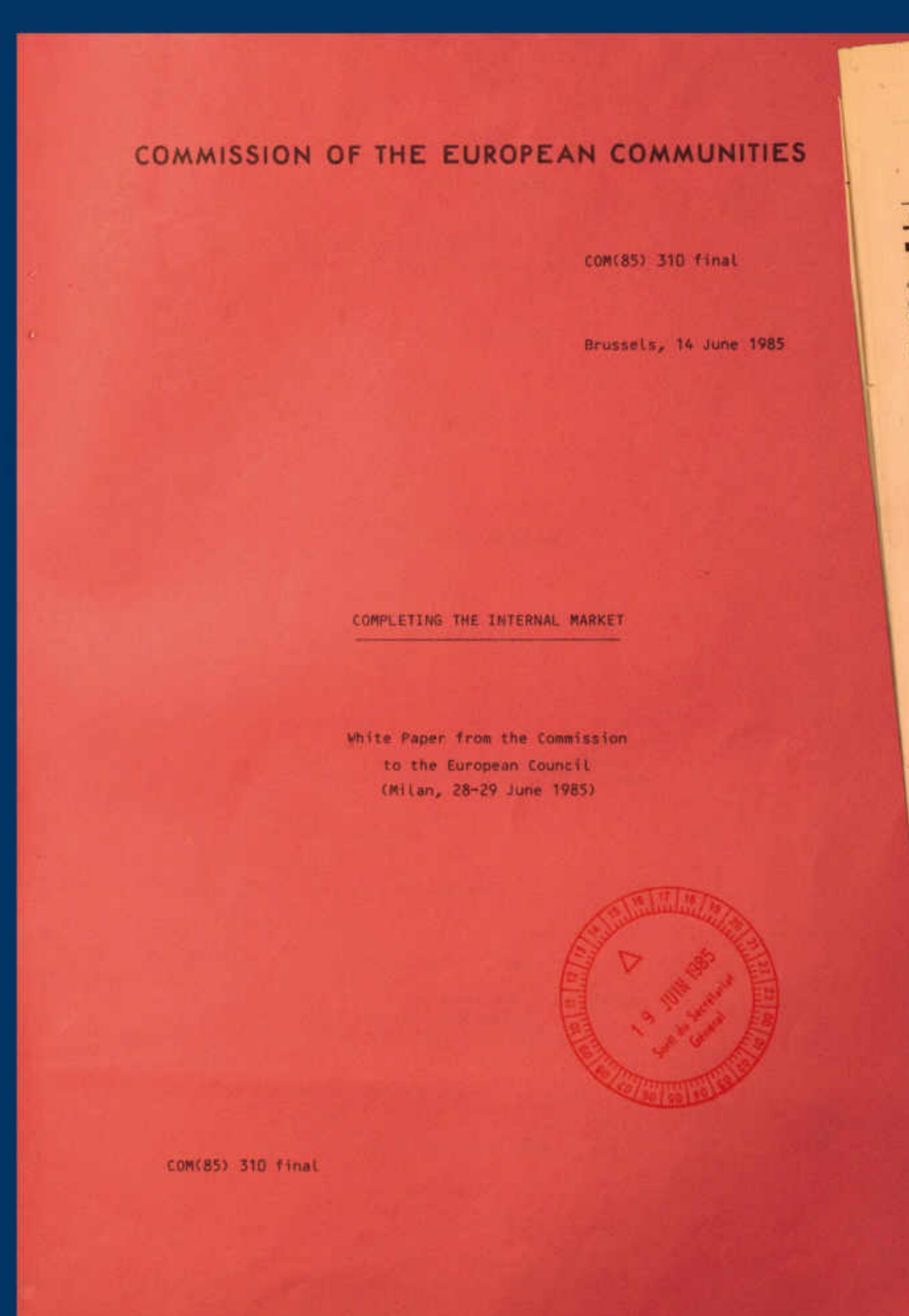
Traité établissant une Constitution européenne, signé à Rome le 29 octobre 2004

L'EUROPE ÉCONOMIQUE

Les pays fondateurs de la CEE avaient pour objectif un marché intérieur basé sur la libre circulation des **PERSONNES**, des **SERVICES**, des **BIENS** et des **CAPITAUX**. Au cours des premières années de l'intégration communautaire, les veto nationaux, la surveillance territoriale et les barrières non-tarifaires empêchèrent la réalisation des « **QUATRE LIBERTÉS** ». Cependant, au milieu des années 80, les défis engendrés par la mondialisation

conduisirent les autorités européennes à renforcer le marché intérieur. **En JUIN 1985**, la Commission européenne présidée par Jacques Delors publia un « Livre blanc » proposant des mesures destinées à contourner les obstacles fiscaux et réglementaires divisant la CEE. Un an plus tard, l'**ACTE UNIQUE EUROPÉEN** (1986) établit les prémices du développement du marché intérieur. Sa consolidation, assurée par l'**ACCORD DE SCHENGEN** (1985), permit la création d'une zone de libre circulation.

L'élaboration d'un marché intérieur supposait aussi une intégration monétaire, déjà initiée dans les années 70 avec le **SYSTÈME MONÉTAIRE EUROPÉEN**. Jacques Delors et les dirigeants des banques centrales nationales projetèrent une **UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE**, basée sur la **LIBRE CIRCULATION DU CAPITAL**, une **BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE** et une **MONNAIE UNIQUE**. Cette nouvelle étape se concrétisa le 1^{er} janvier 2002 avec l'euro, nouvelle pierre angulaire de l'Union européenne.

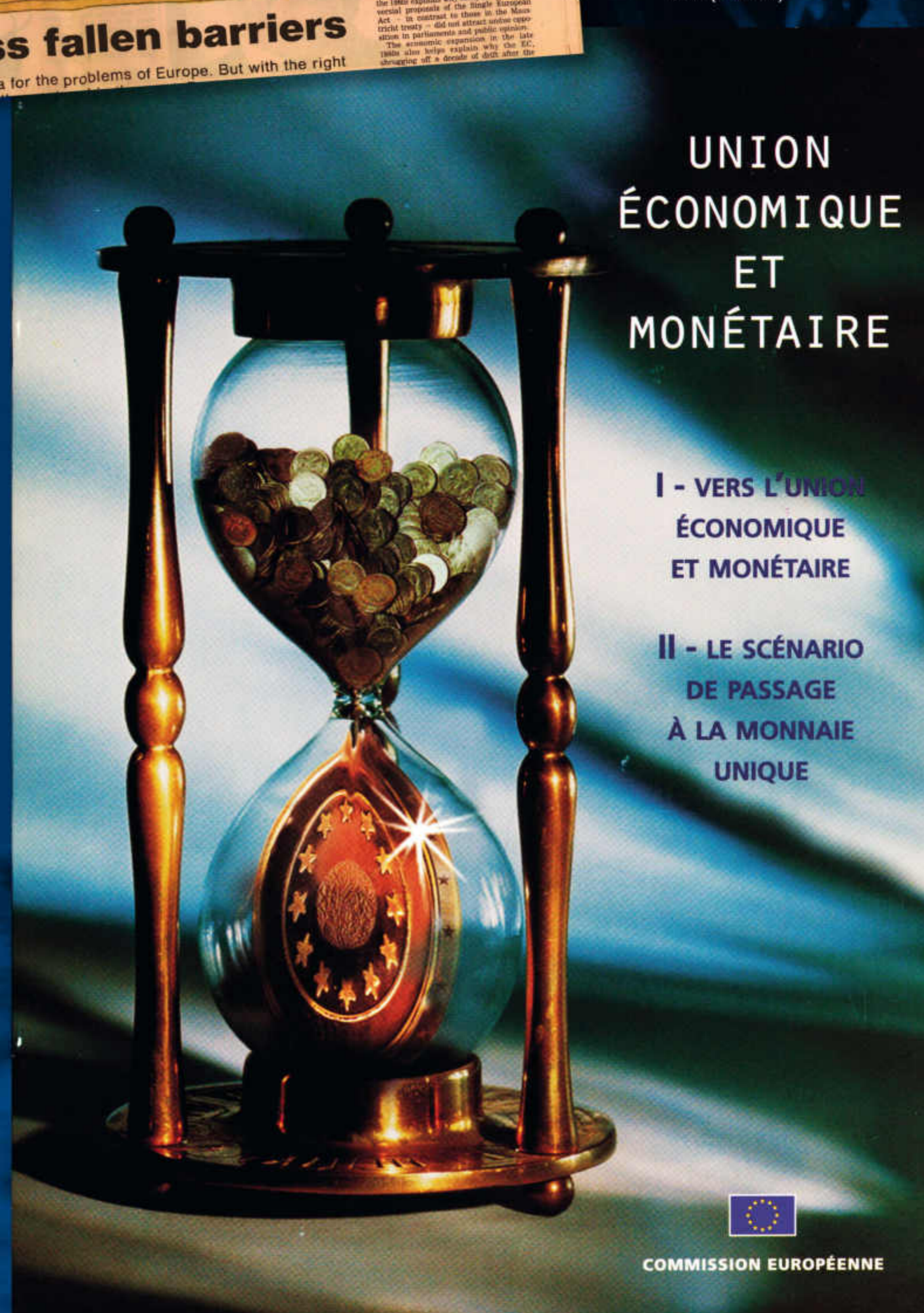


« Livre blanc » de la Commission sur le marché intérieur publié en vue du Conseil européen de Milan (28-29 juin 1985) (AHUE)



Article du *Financial Times* sur la création du marché unique (AHUE)

Brochure informative sur l'Union économique et monétaire publiée par la Commission européenne en 1996 (AHUE)

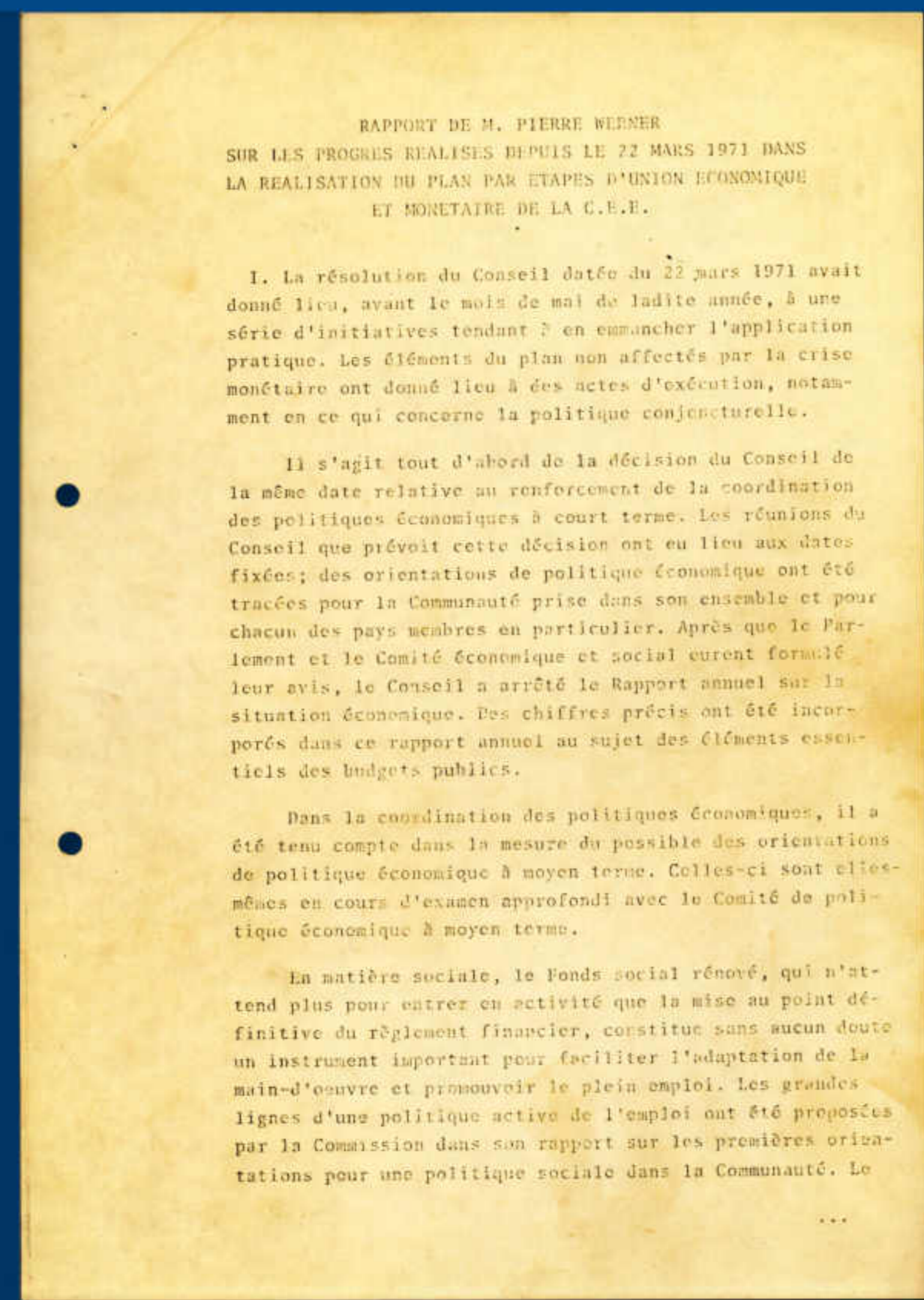


Commission européenne



www.europedirectfrance.eu

VERS UNE MONNAIE UNIQUE



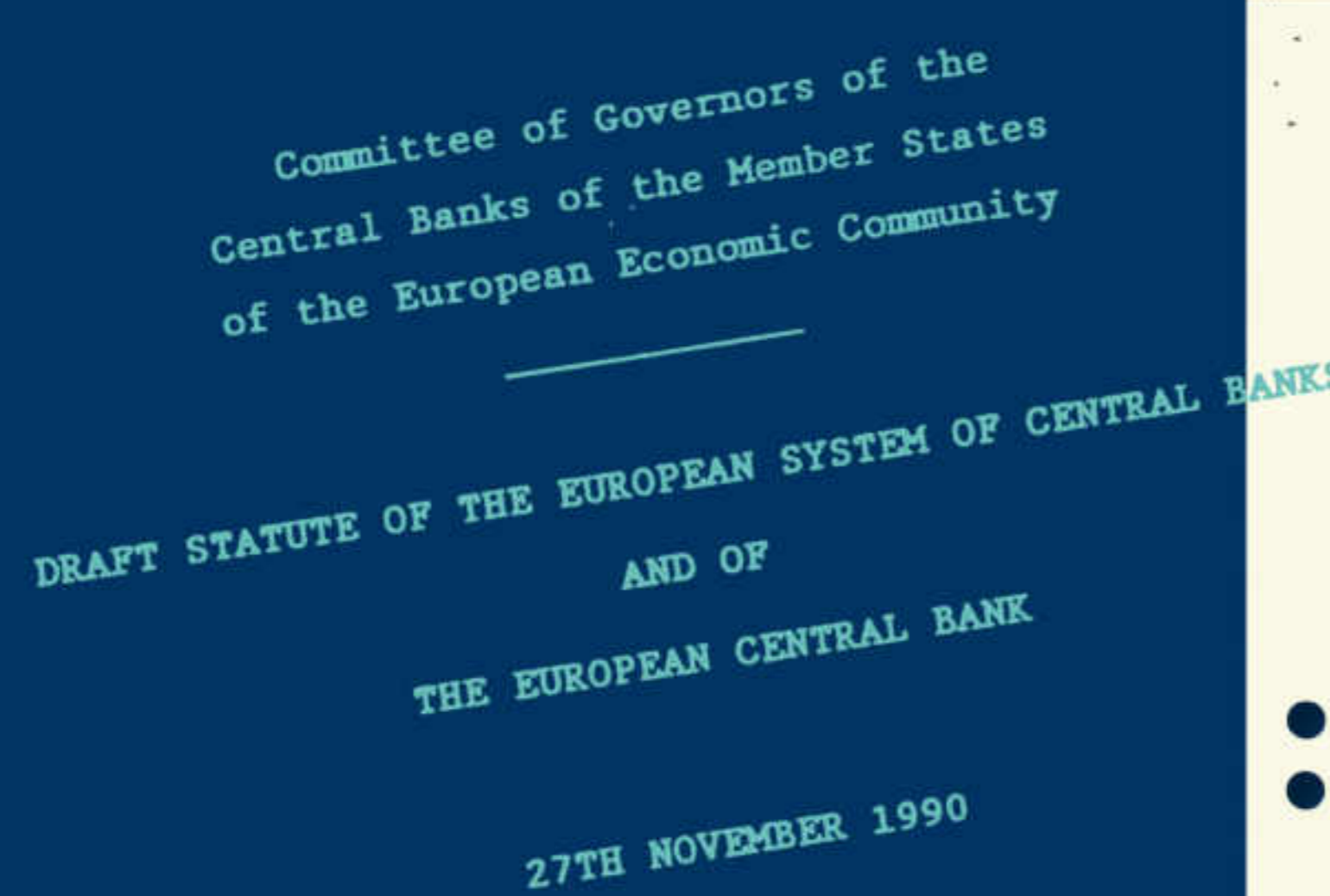
Rapport de la commission présidée par Pierre Werner, Premier ministre luxembourgeois, sur les progrès accomplis dans la réalisation du plan d'Union économique et monétaire (AHUE)



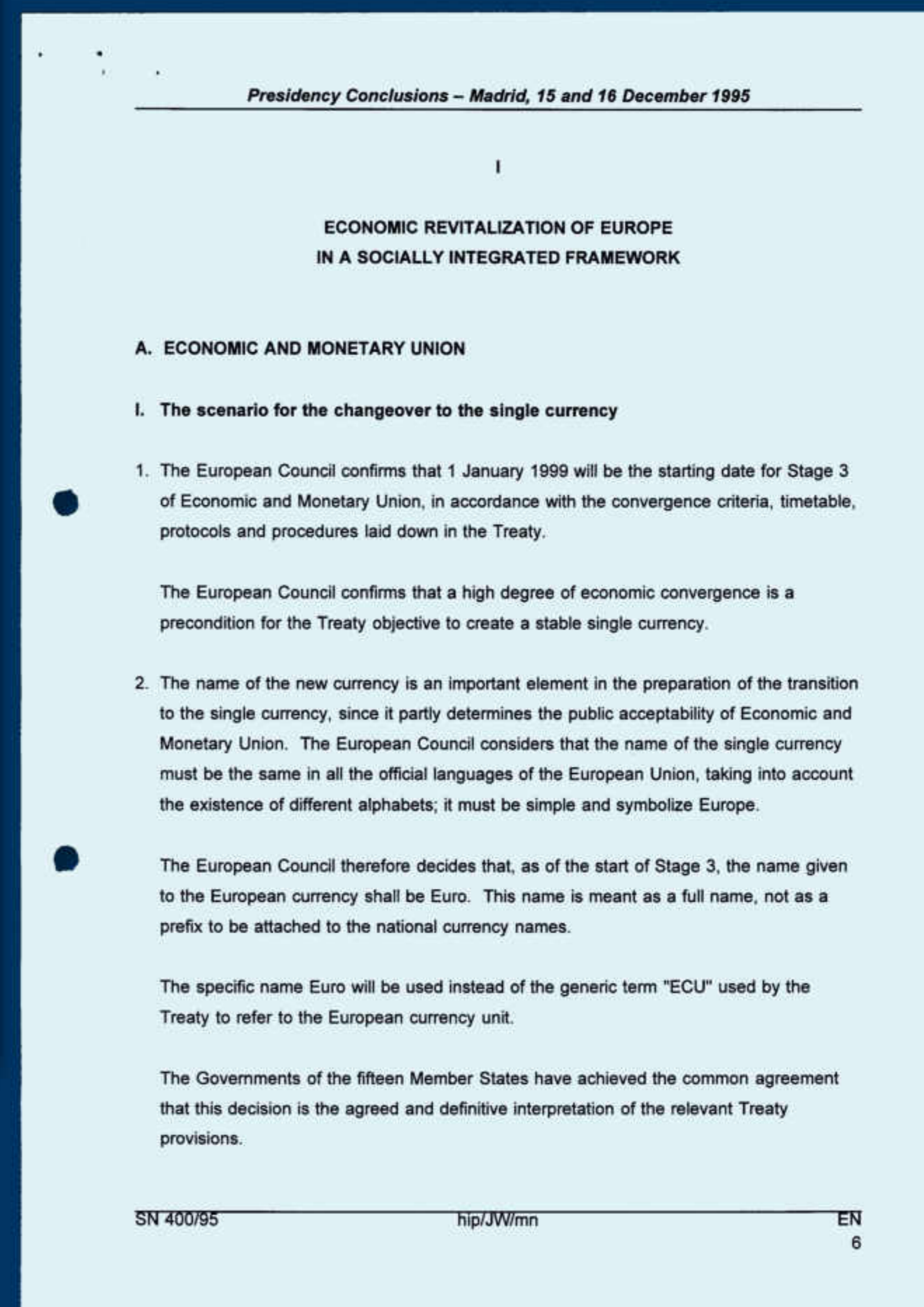
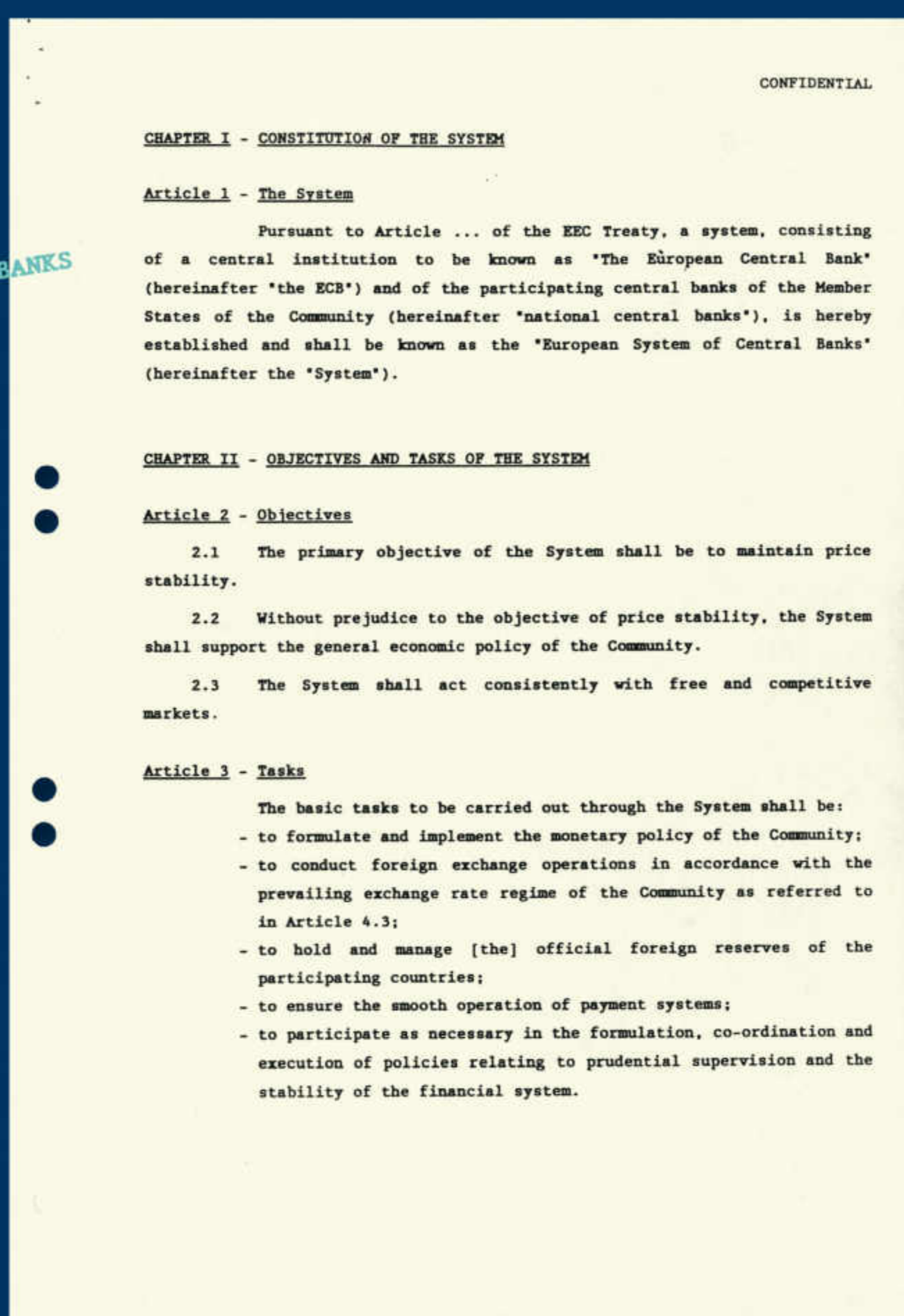
Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République française, et Helmut Schmidt, Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, personnages clés dans la proposition d'un Système monétaire européen visant à créer « une zone de stabilité monétaire » (CE Services Audiovisuels/Louis Debaize)



Réunion du Conseil européen à Hanovre, 27 et 28 juin 1988. A cette occasion fut confiée à un comité, présidé par Jacques Delors, la tâche d'étudier et proposer des étapes concrètes menant à une Union économique et monétaire (ANSA/EPA)



Ébauche de statut pour la Banque centrale européenne (BCE) élaborée par le Comité des dirigeants des banques centrales des pays membres. La BCE fut créée le 1er juin 1998 (AHUE)



Conclusions du Conseil européen de Madrid en décembre 1995 concernant la dénomination de la future monnaie européenne, l'euro (AHUE)

Brochure en relation avec la campagne d'information sur l'introduction de l'euro dans les pays membres (AHUE)



Commission européenne



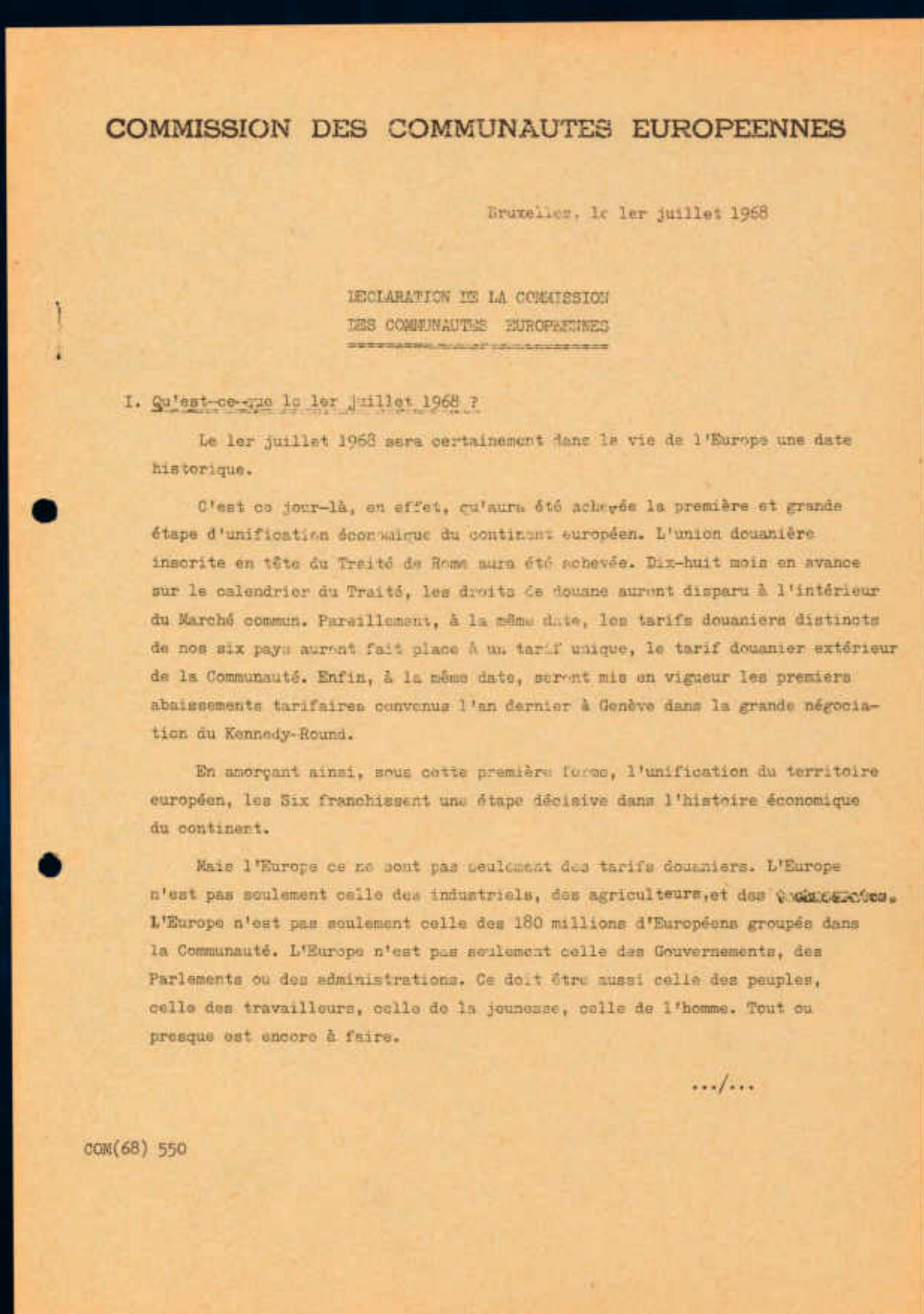
www.europedirectfrance.eu



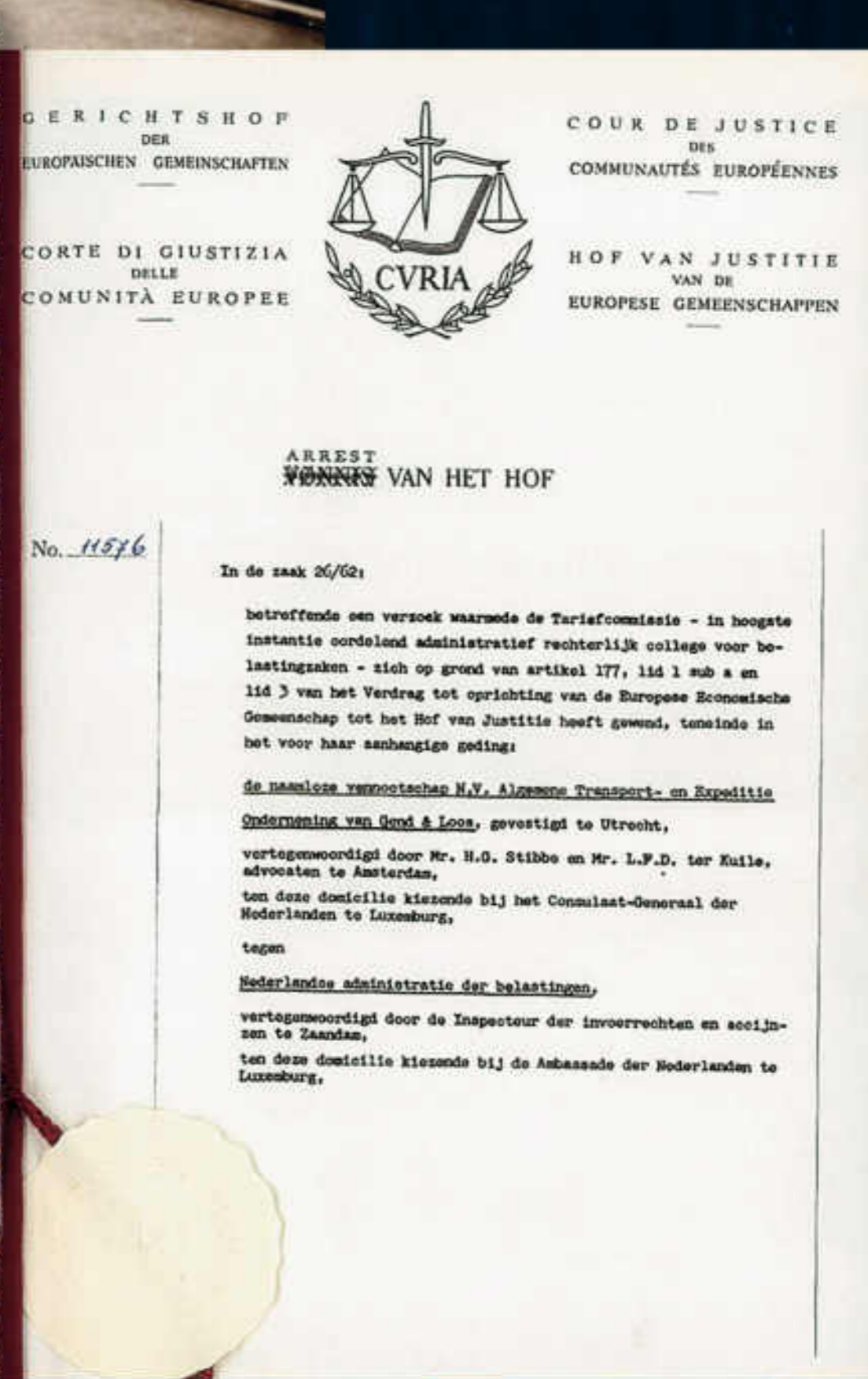
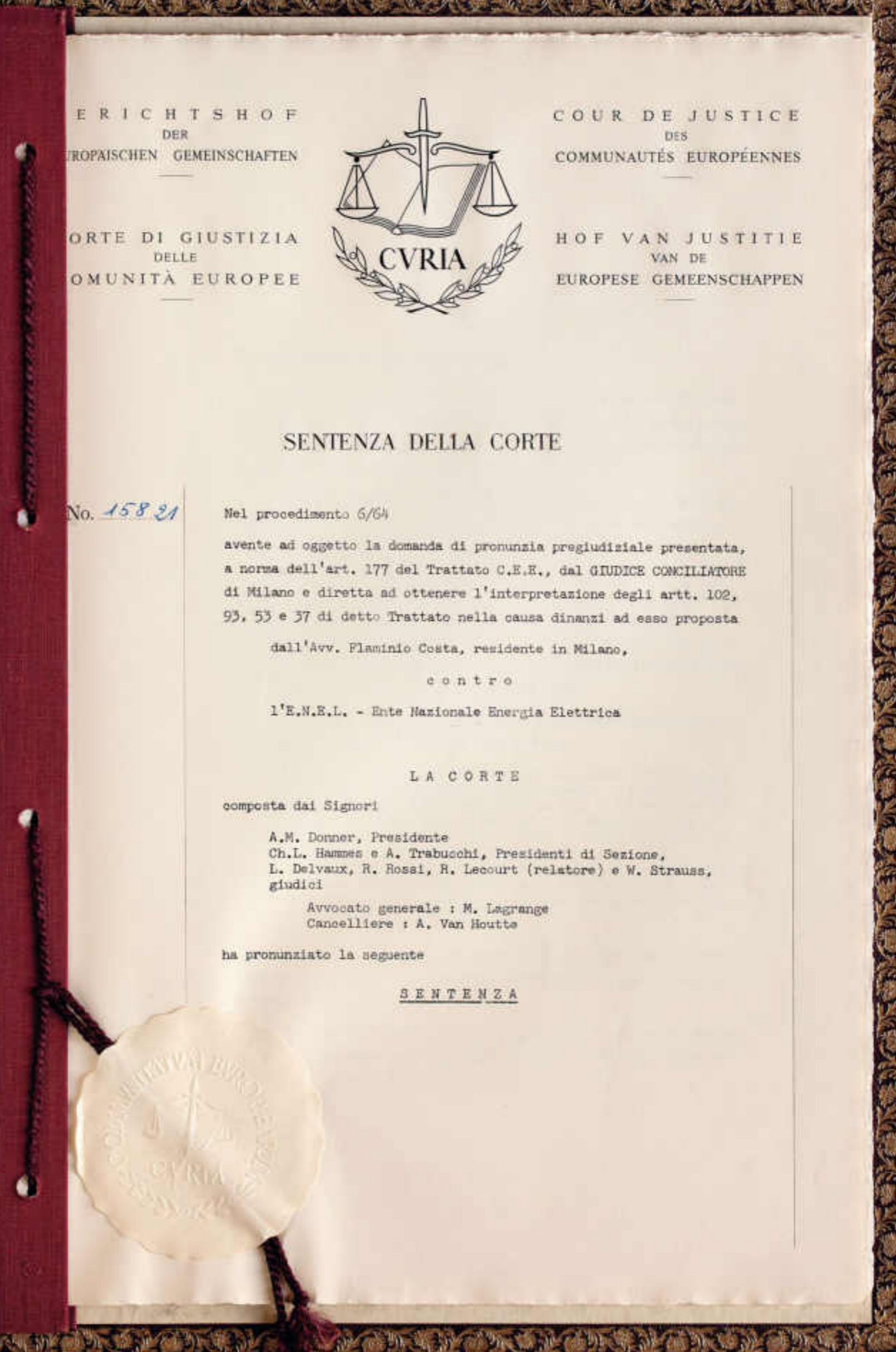
Audition de la Cour européenne de Justice, mars 1962. Cette institution fut créée pour garantir le respect des lois fondatrices de la toute jeune Communauté (AHUE).

LA CONSTRUCTION DU MARCHÉ INTÉRIEUR

L'UNION DOUANIÈRE

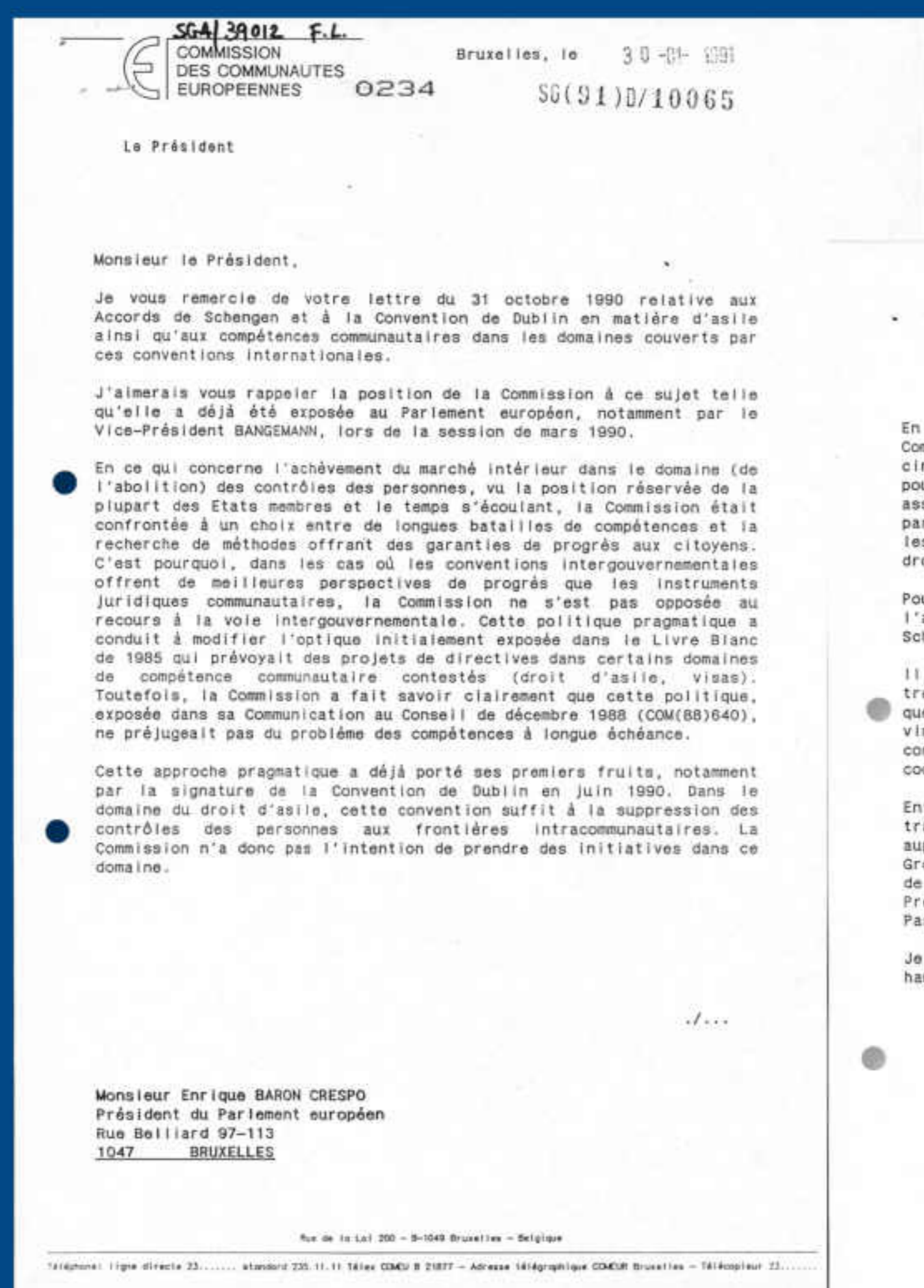


Déclaration de la Commission des Communautés européennes sur la mise en place d'une union douanière entre les six pays fondateurs en 1968 (AHUE)

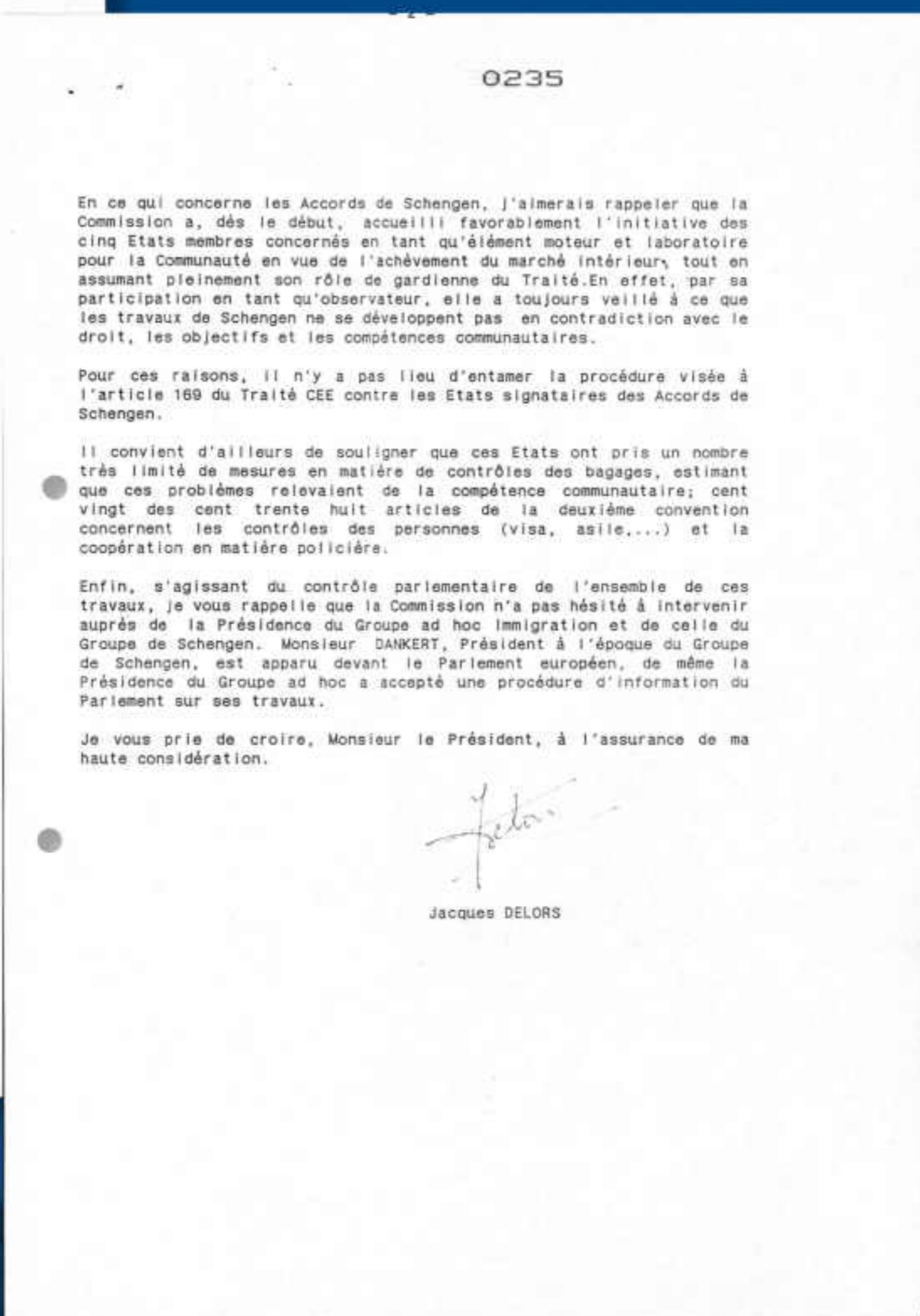


Arrêts de la Cour de Justice de la CE concernant les affaires Van Gend en Loos (1963) et Costa v. Enel (1964). Ces arrêts établirent l'application directe et la suprématie du droit communautaire sur celui des pays membres (AHUE).

SCHENGEN



Lettre de Jacques Delors, Président de la Commission des Communautés européennes, à Enrique Baron Crespo, Président du Parlement européen, sur l'Accord de Schengen et le développement du marché intérieur, 30 juin 1991 (AHUE).



Suppression du point de passage frontalier au col du Brenner. Les contrôles douaniers aux frontières de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Italie furent abolis le 1^{er} avril 1998 en vertu de l'Accord de Schengen (ANSA / Bernhard Grossdruck).



Commission européenne

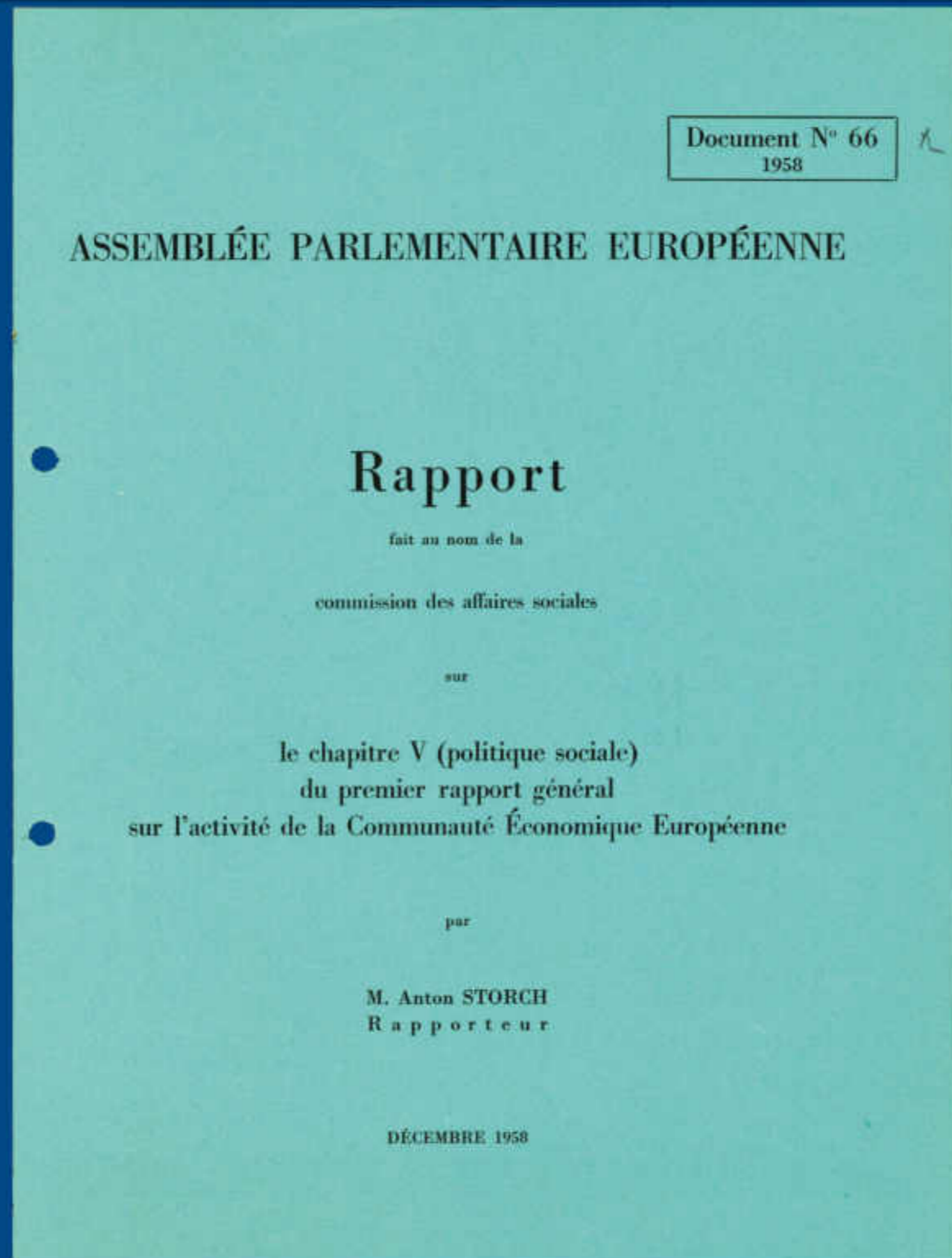


LA DIMENSION SOCIALE ET LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE

Dès sa création, la CEE chercha à établir une **POLITIQUE SOCIALE COMMUNAUTAIRE**. Des références aux aspects sociaux de l'intégration économique étaient déjà présentes dans les traités établissant la CECA (1952), la CEE et la CEEA (1957). Les Traités de Rome envisagèrent la création d'un **COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL** ainsi que d'un **FONDS SOCIAL EUROPÉEN**. Ce n'est toutefois qu'au début des années 70 que la CEE s'attela à l'élaboration de programmes répondant aux implications de l'intégration croissante du marché. La santé et la sécurité social, la libre circulation, la formation professionnelle, l'égalité des salaires et la campagne contre la pauvreté furent les principaux points sur lesquels se penchèrent les institutions communautaires concernant les travailleurs.

Le **PARLEMENT EUROPÉEN** de son côté participa également à la création d'une politique sociale européenne, en particulier grâce au renforcement de son poids dans le processus décisionnel. Son importance croissante consacrée par les **ÉLECTIONS DIRECTES**, tenues pour la première fois en juin 1979, représentèrent un pas décisif vers une Europe plus démocratique.

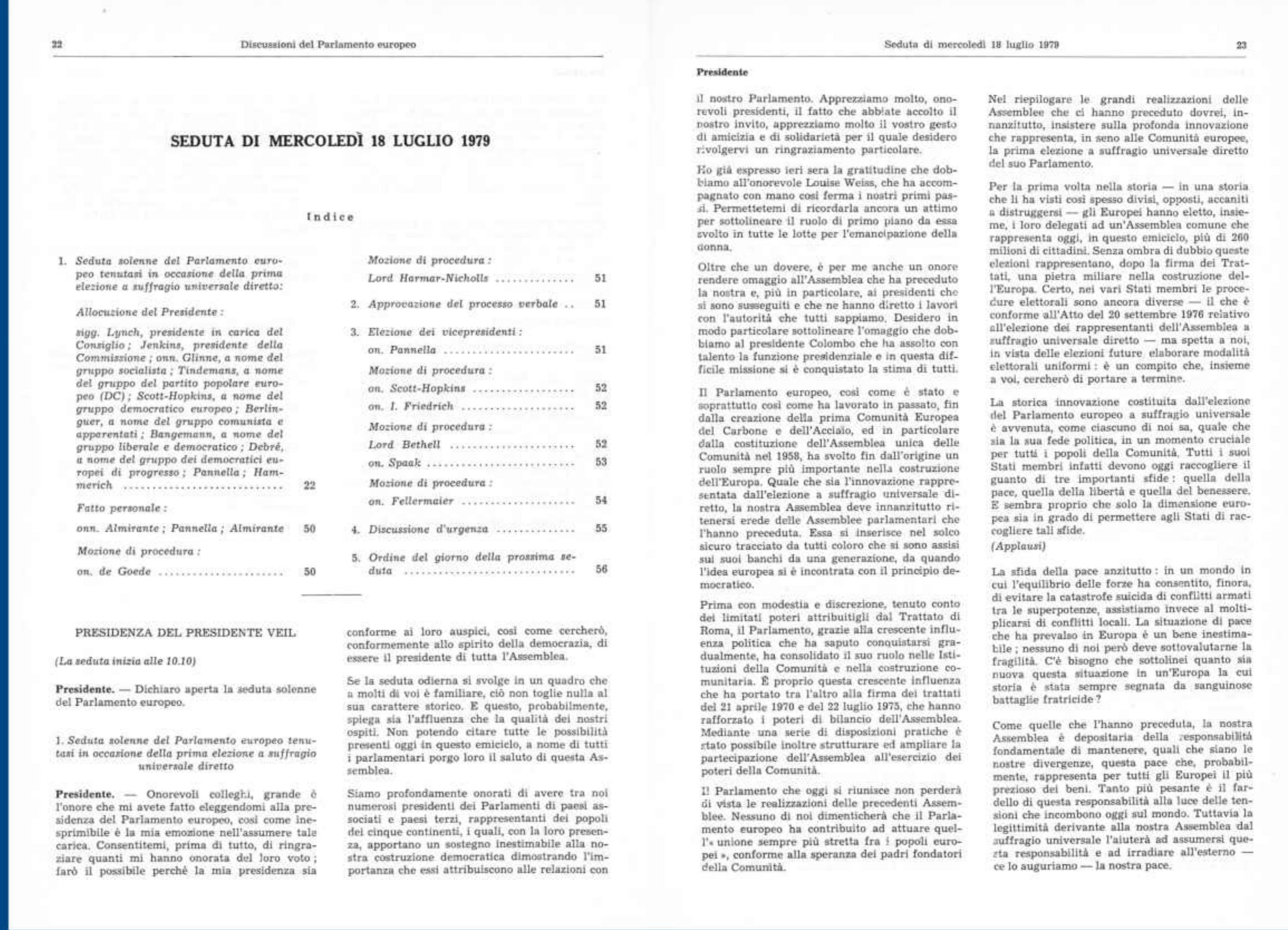
La volonté de créer un réel **DEMOS EUROPÉEN** amena les institutions communautaires dans les années 80 à promouvoir des programmes destinés aux nouvelles générations. Le programme **ERASMUS**, lancé avec l'**ACTION JEAN MONNET** et le programme **COMETT** dans les années 80, représente l'une des initiatives les plus réussies de la CEE/UE. Le soutien à la formation et les incitations à la mobilité européenne visèrent non seulement à satisfaire les besoins liés au marché unique mais aussi à diffuser une **IDENTITÉ EUROPÉENNE**.



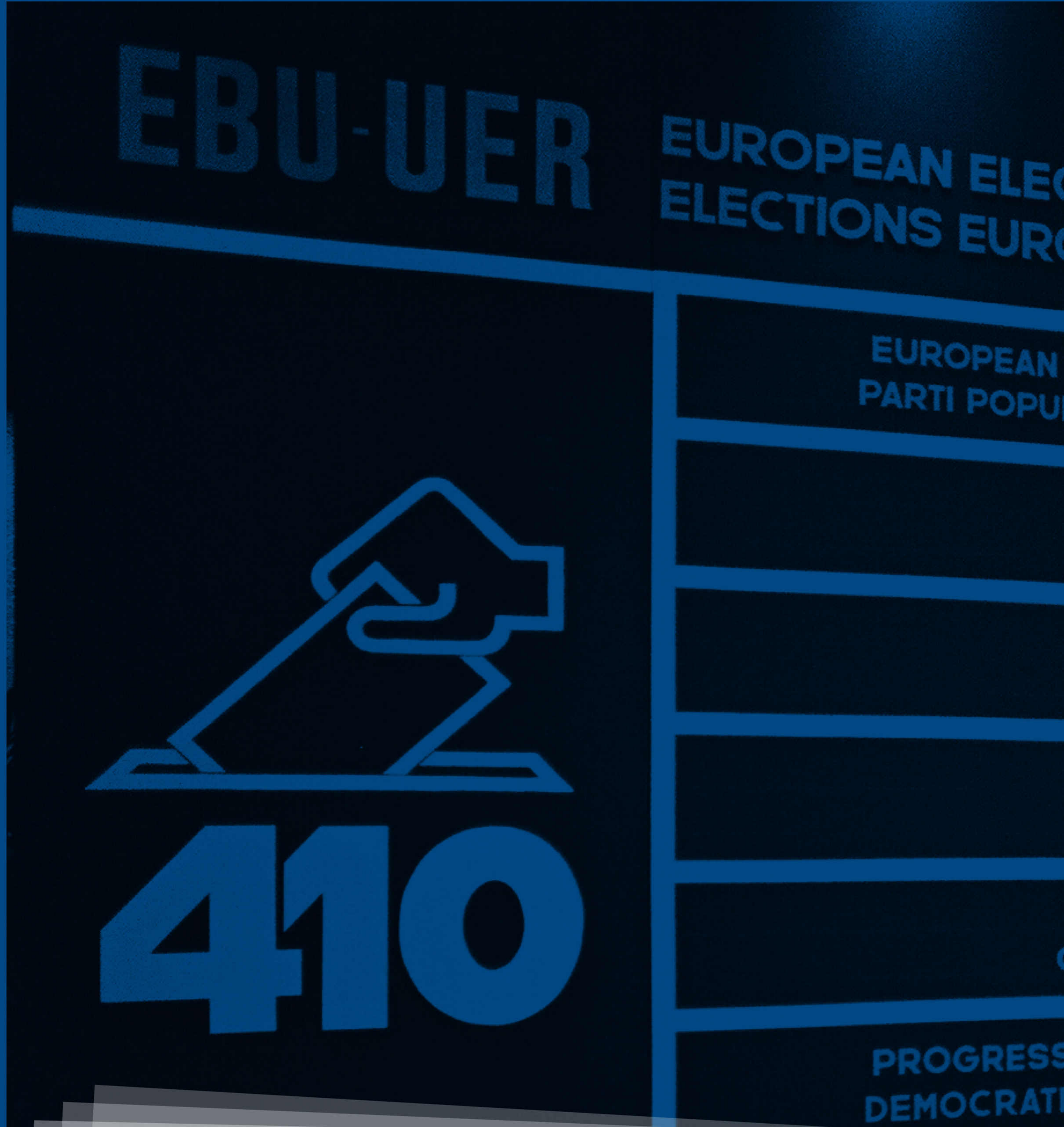
Premier rapport de la commission des Affaires sociales de l'Assemblée parlementaire européenne sur la politique sociale de la Communauté économique européenne, décembre 1958 (AHUE)



Affiche de l'exposition "L'Europe est Femme. Des Traités de Rome à l'Objectif '92. Le long chemin vers l'égalité" 30 janvier - 28 février 1989, Museo Civico di Storia Contemporanea, Milan (AHUE)



Compte rendu de la séance inaugurale de la première législature du Parlement européen élu au suffrage universel, présidée par Simone Veil, 18 juillet 1979 (AHUE)



Commission européenne



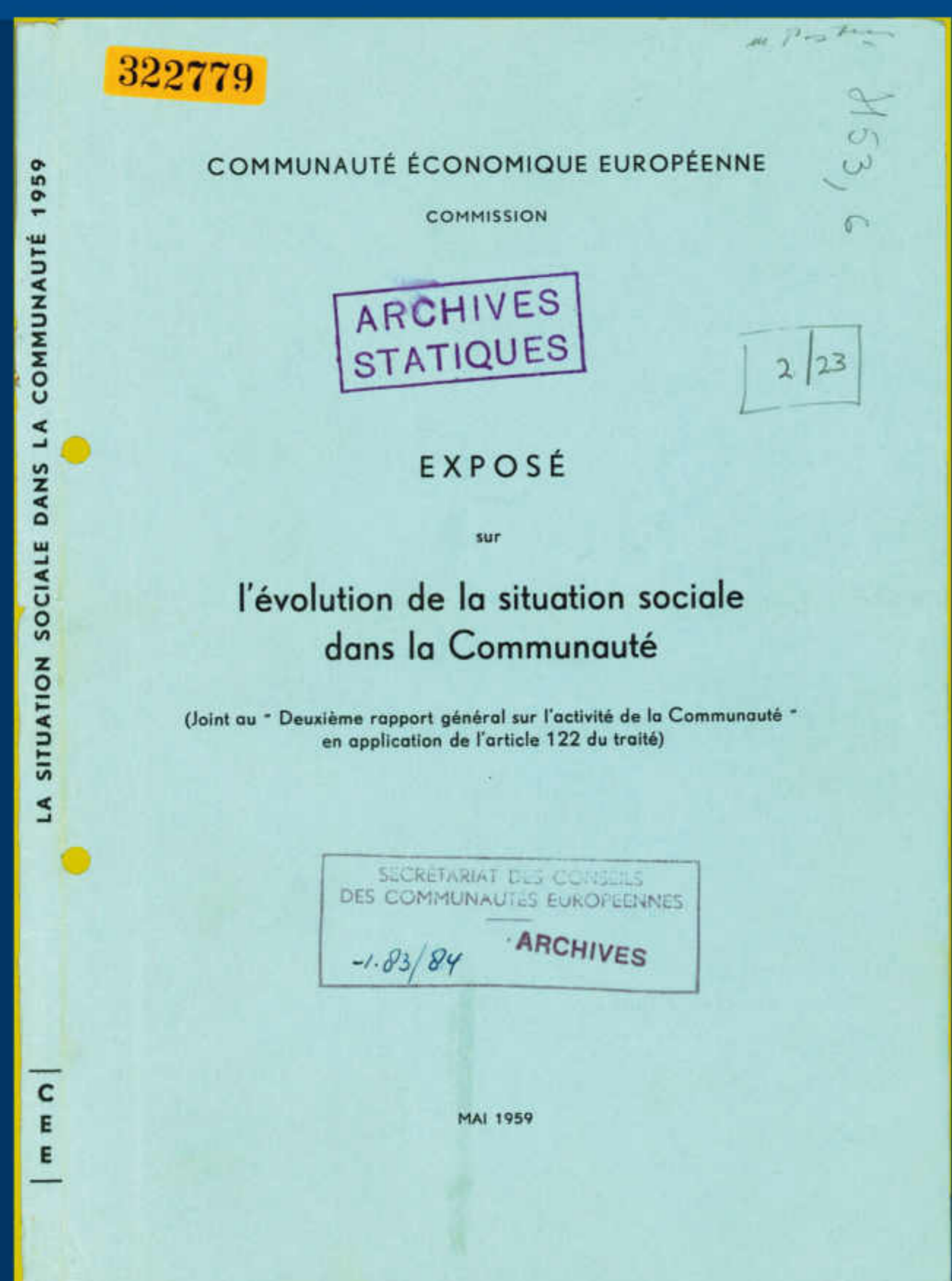
www.europedirectfrance.eu

VERS UNE POLITIQUE SOCIALE EUROPÉENNE

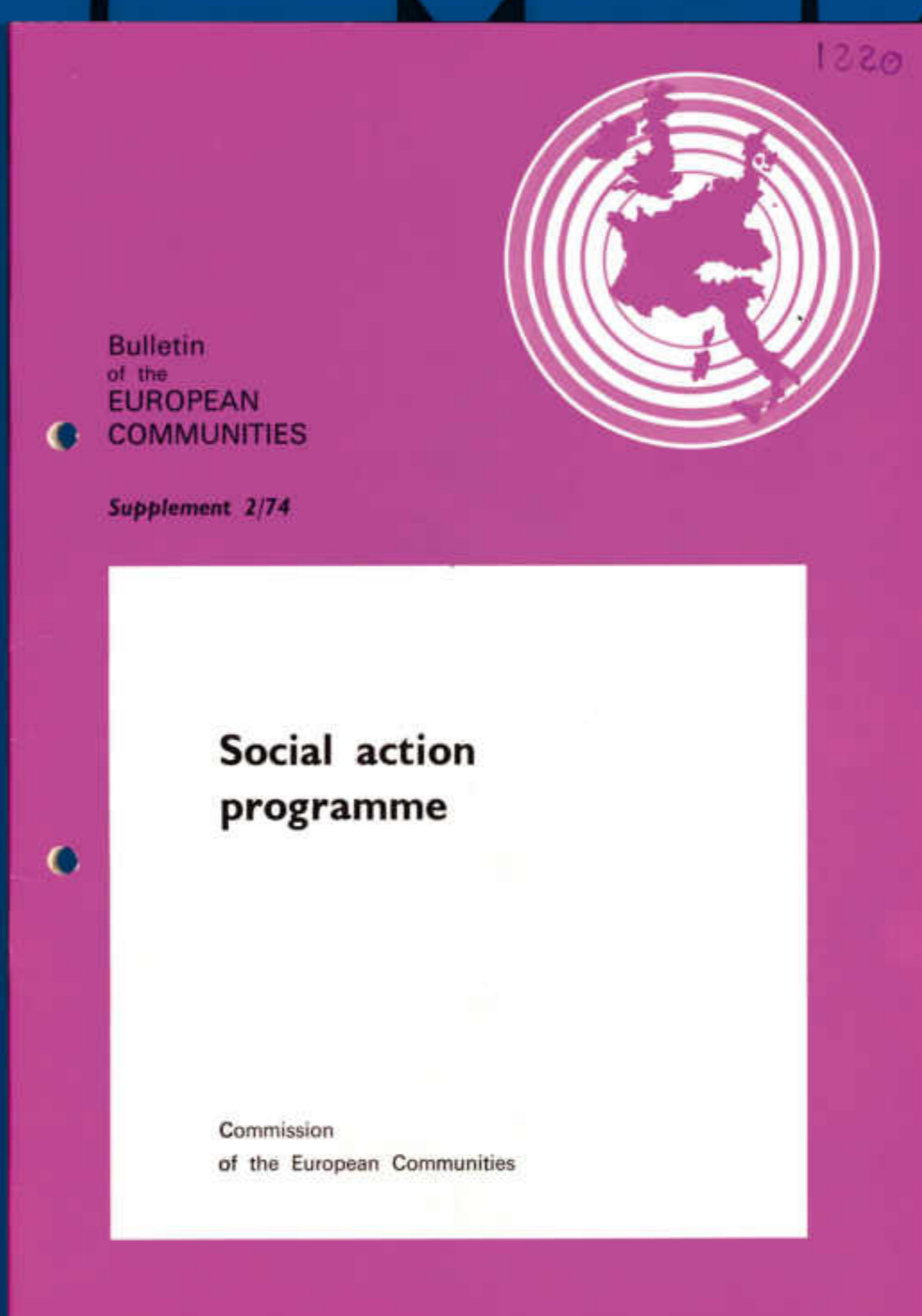
Une interview exclusive du professeur Lionello Levi-Sandri membre de la commission de la C.E.E.



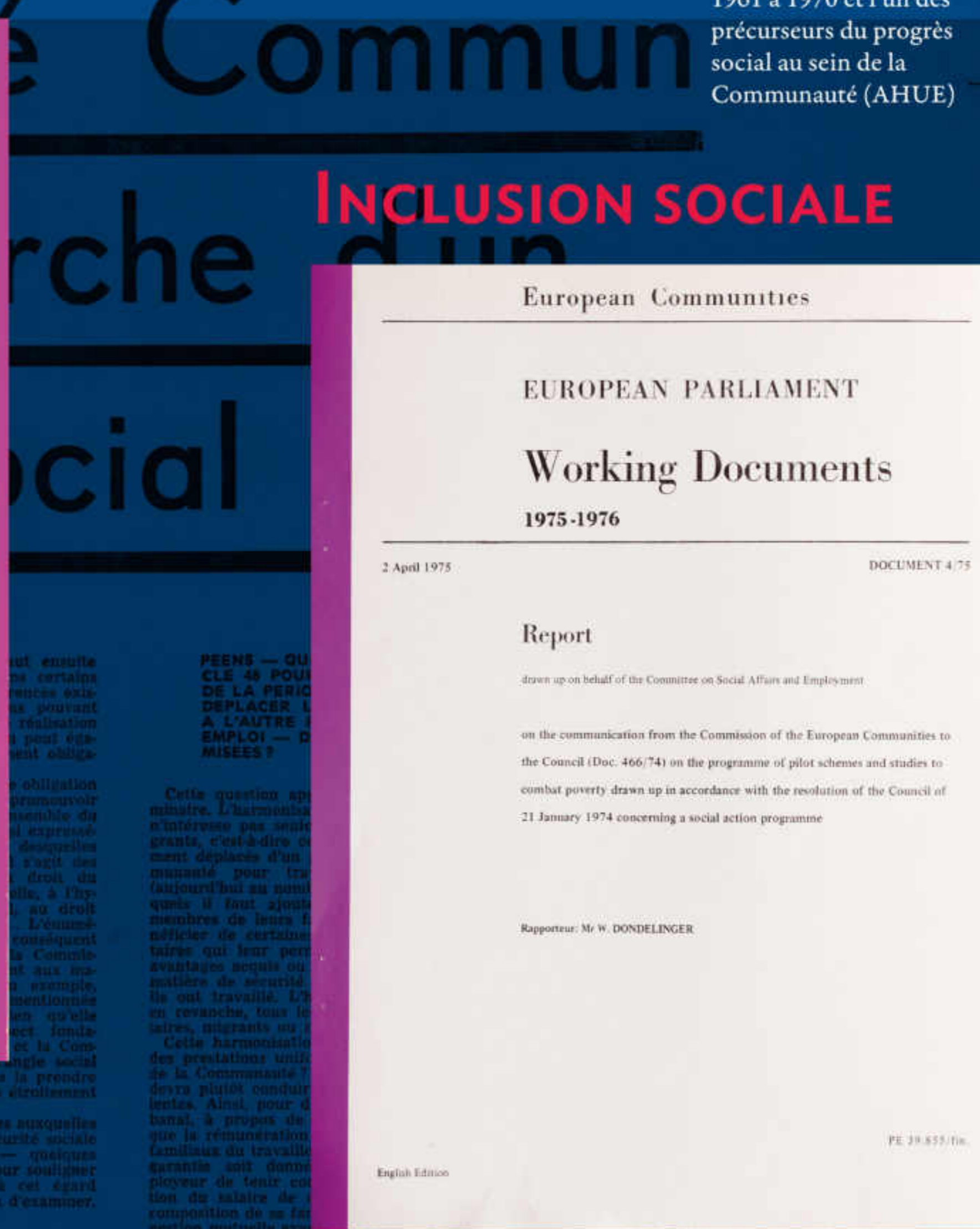
Lionello Levi Sandri, commissaire européen aux Affaires sociales de 1961 à 1970 et l'un des précurseurs du progrès social au sein de la Communauté (AHUE)



Une des premières études officielles de la Commission de la CEE sur la situation sociale au sein de la Communauté, mai 1959 (AHUE)

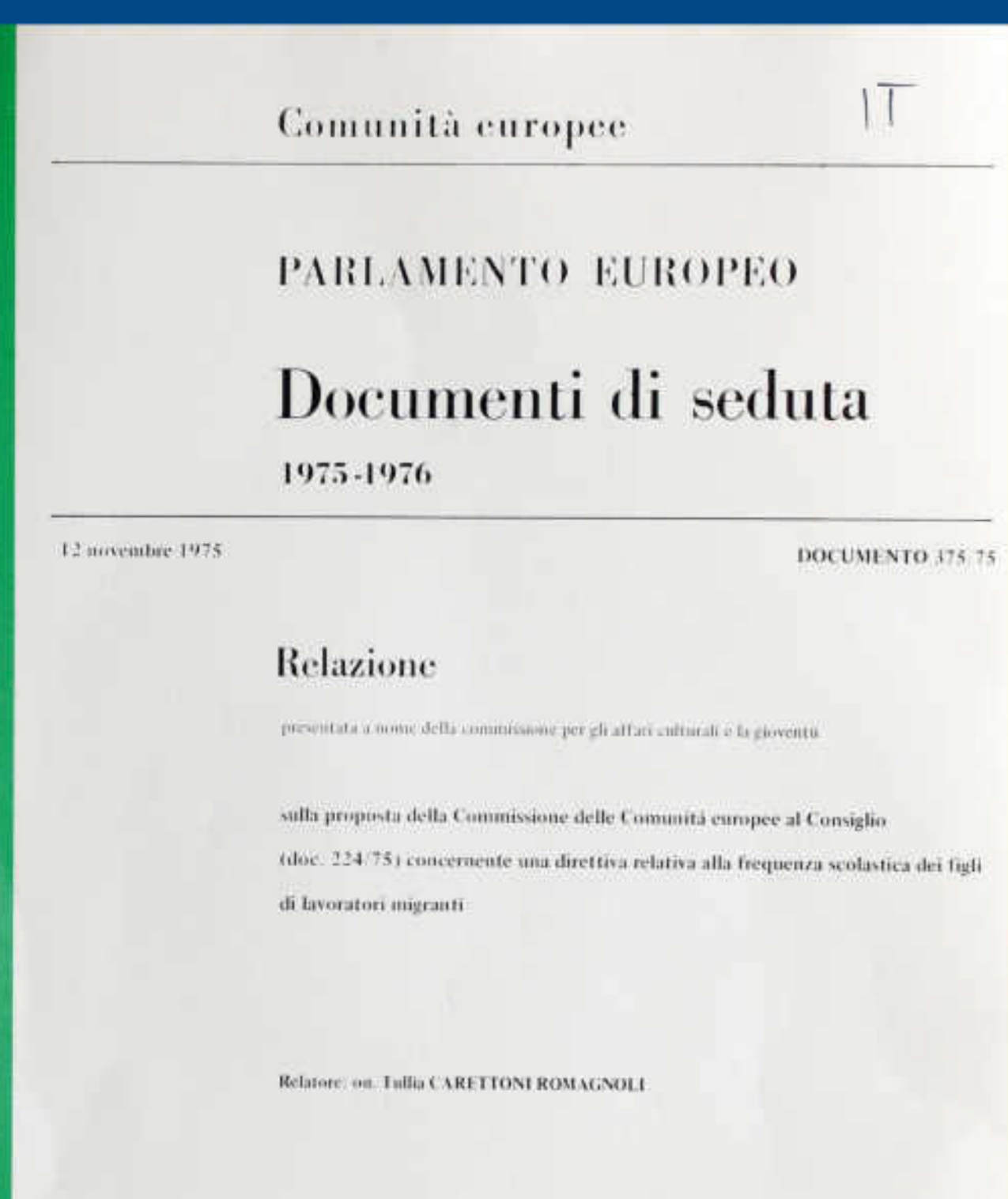


« Programme d'action sociale » (1974) : Bulletin des CE contenant le programme qui mènera, dans la seconde moitié des années 70, à l'adoption d'une directive sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes, la formation et la promotion professionnelles ainsi que les conditions de travail (AHUE)



Rapport de la commission parlementaire des Affaires sociales et du travail sur la communication de la Commission des CE relative à un programme de lutte contre la pauvreté, 2 avril 1975 (AHUE) avant tout un organisme politique

DROITS DES TRAVAILLEURS



Rapport de la commission parlementaire des Affaires culturelles et de la jeunesse sur une proposition de la Commission concernant une directive sur la scolarisation des enfants des travailleurs migrants, 12 novembre 1975 (AHUE)

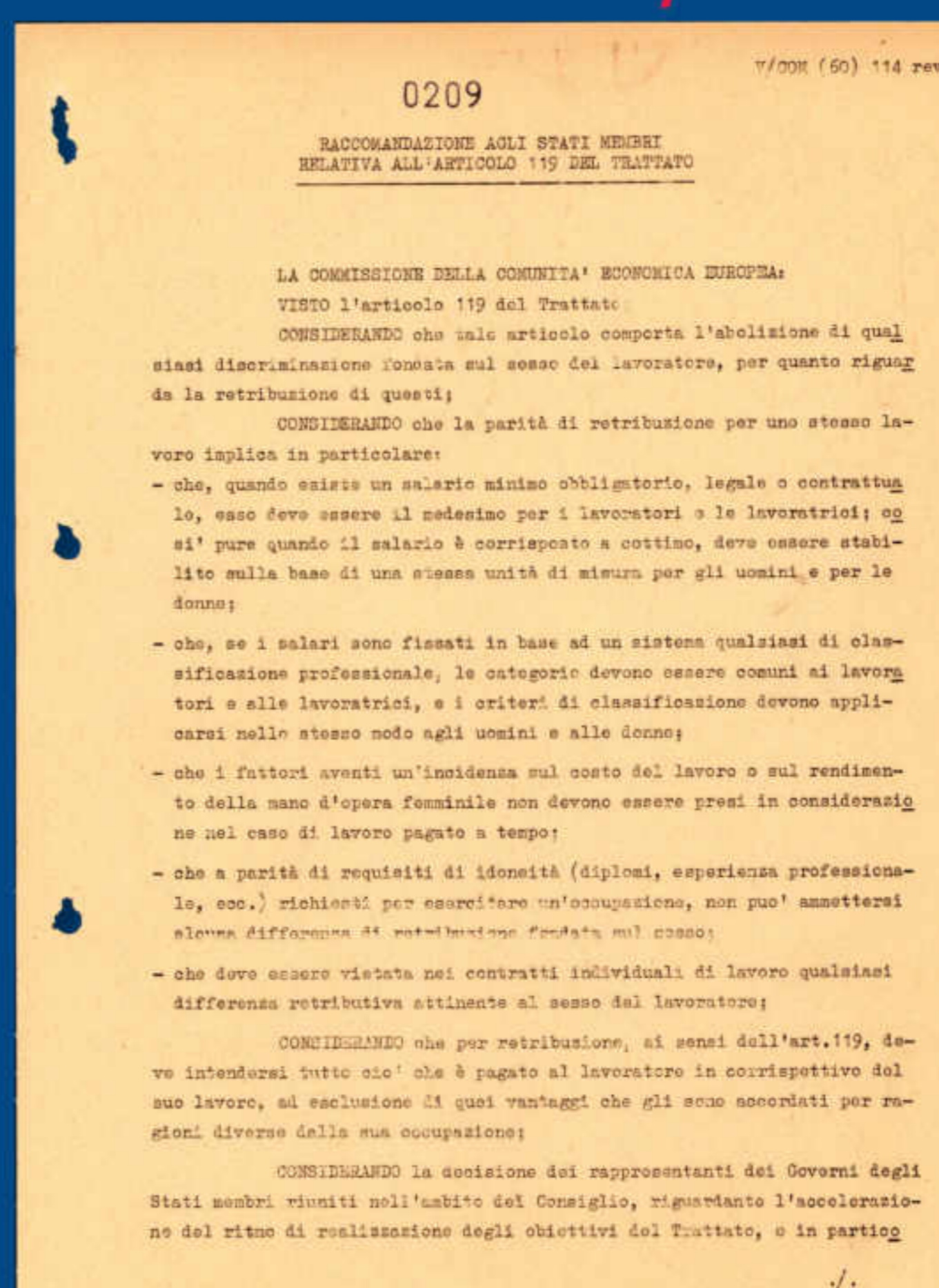


Manifestants devant la Porte de Brandebourg à Berlin, Allemagne, 14 novembre 2012. Sur la bannière on peut lire : « Pour le Travail et la Solidarité – Non à une division sociale de l'Europe » (ANSA-EPA/ Maurizio Gambarini)

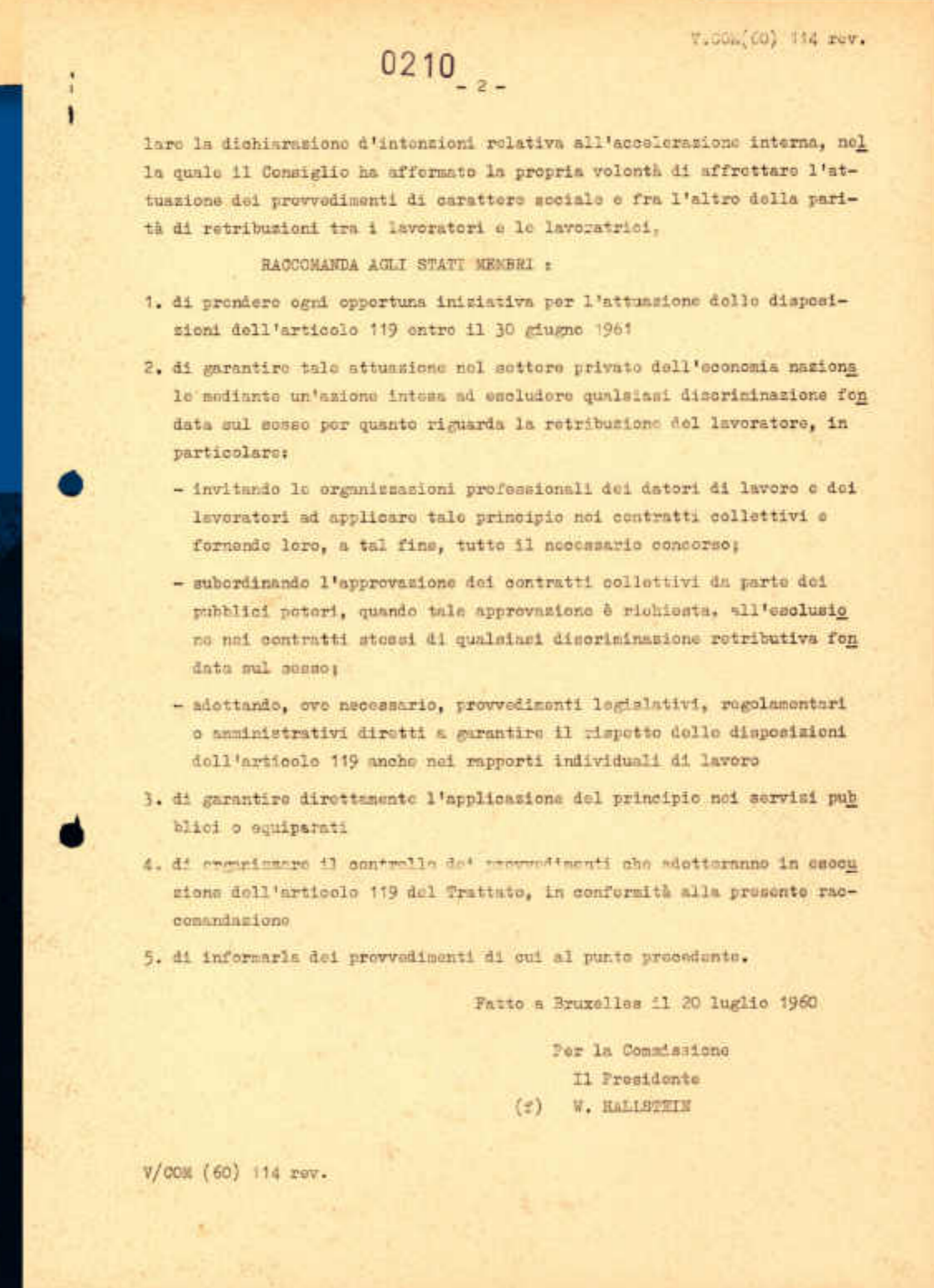


Marjeta Cotman, ministre slovène de la Famille, Ursula von der Leyen, son homologue allemande et Jorge Lacaó Costa, Secrétaire d'État portugais, lors de la réunion informelle des ministres européens pour l'Égalité et la famille à Bad Pyrmont, Allemagne, 15 mai 2007. A cette occasion fut signée une déclaration sur l'égalité des sexes dans l'Union européenne (ANSA-EPA/ Jochen Luebke)

ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES



Recommandation de la Commission européenne aux États membres concernant l'Article 119 du Traité de la CEE sur l'égalité de salaires entre hommes et femmes, 20 juillet 1960 (AHUE)

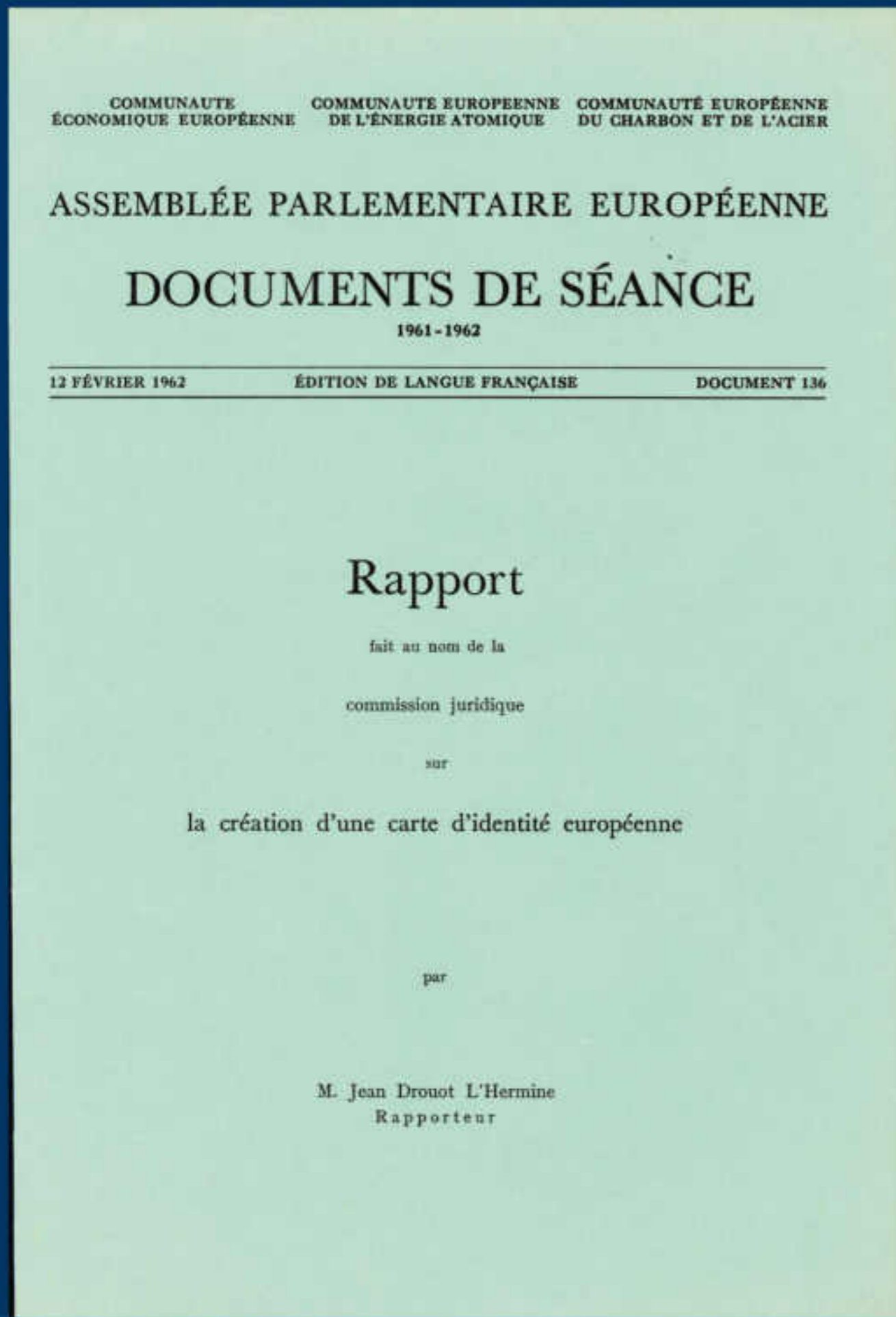


Commission européenne

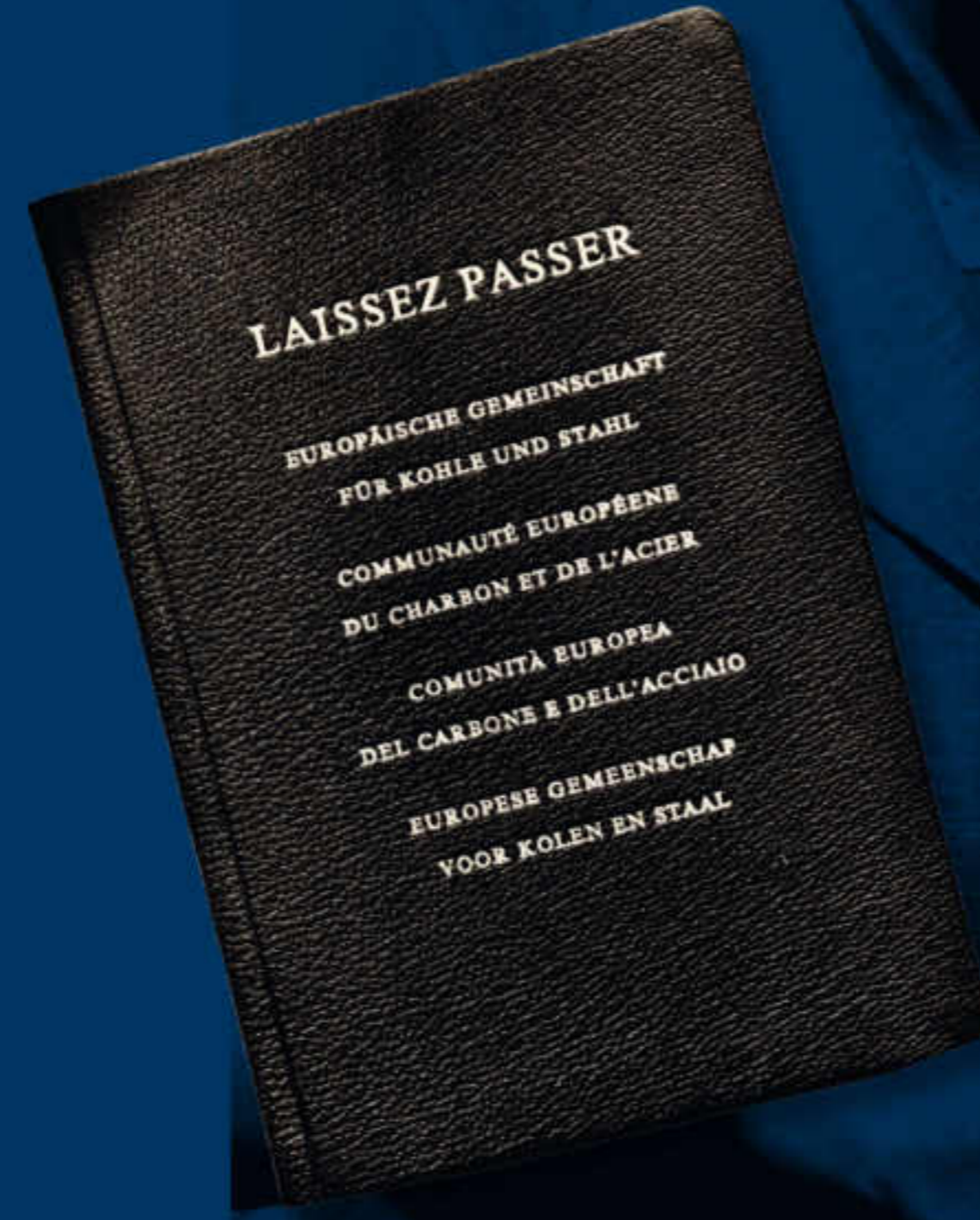


www.europedirectfrance.eu

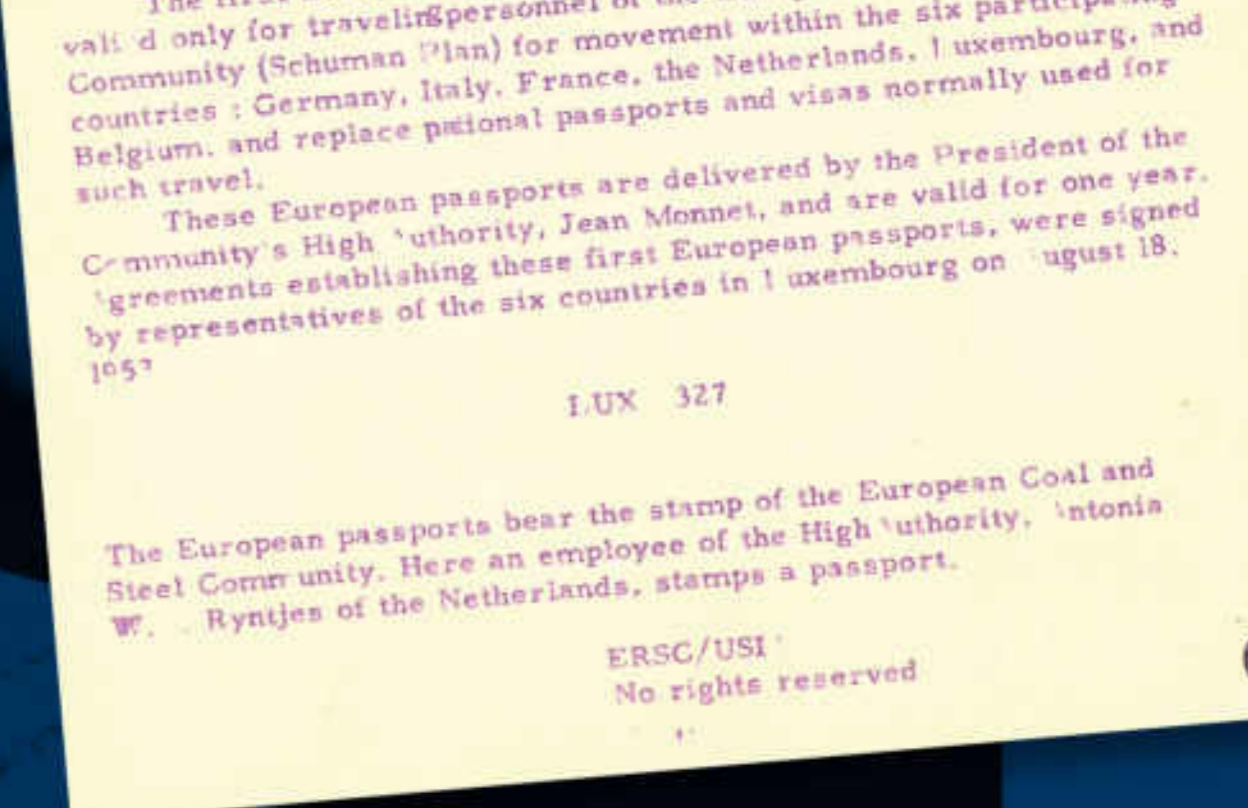
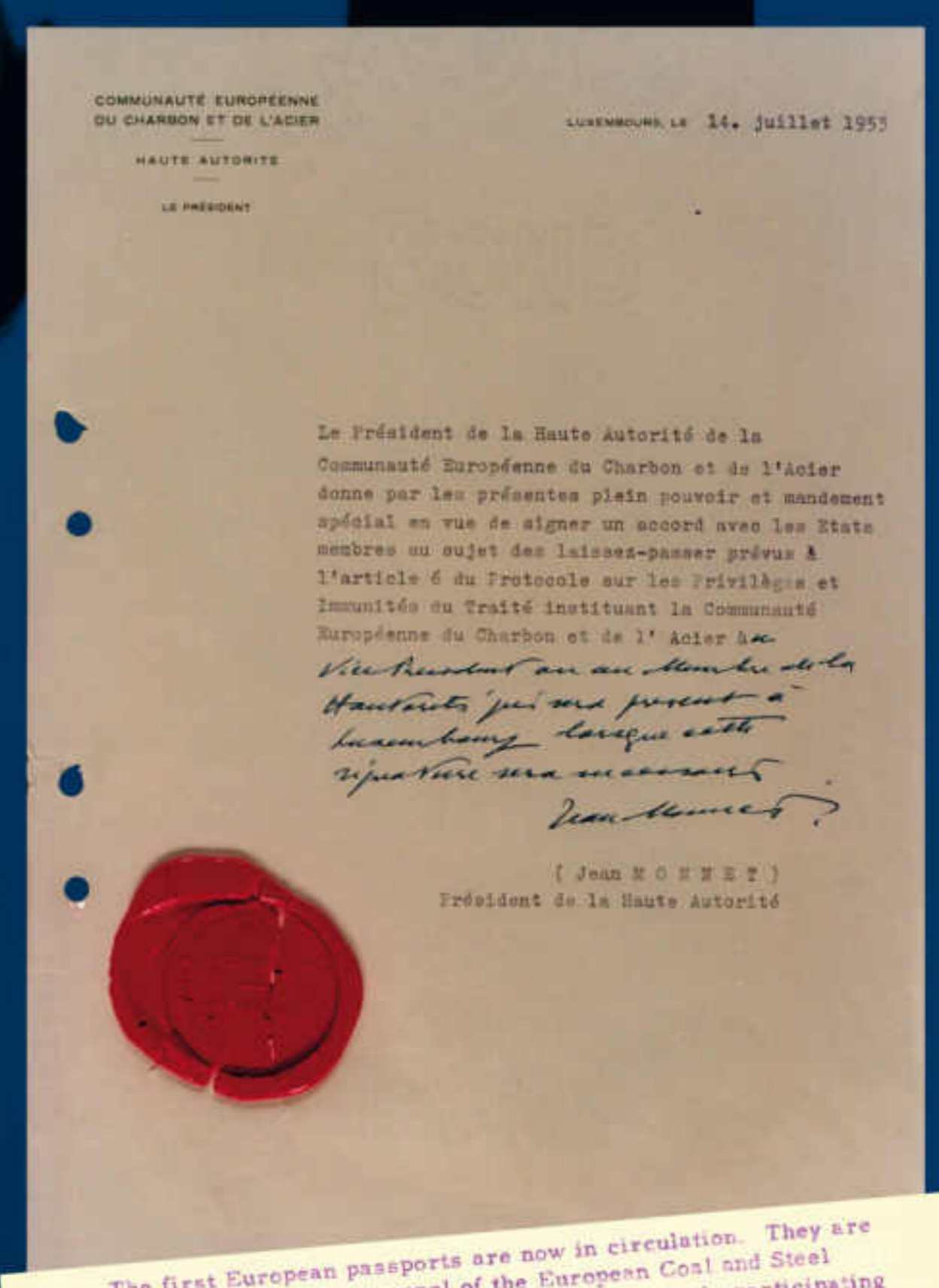
IDENTITÉ EUROPÉENNE ET POLITIQUE DE L'ÉDUCATION



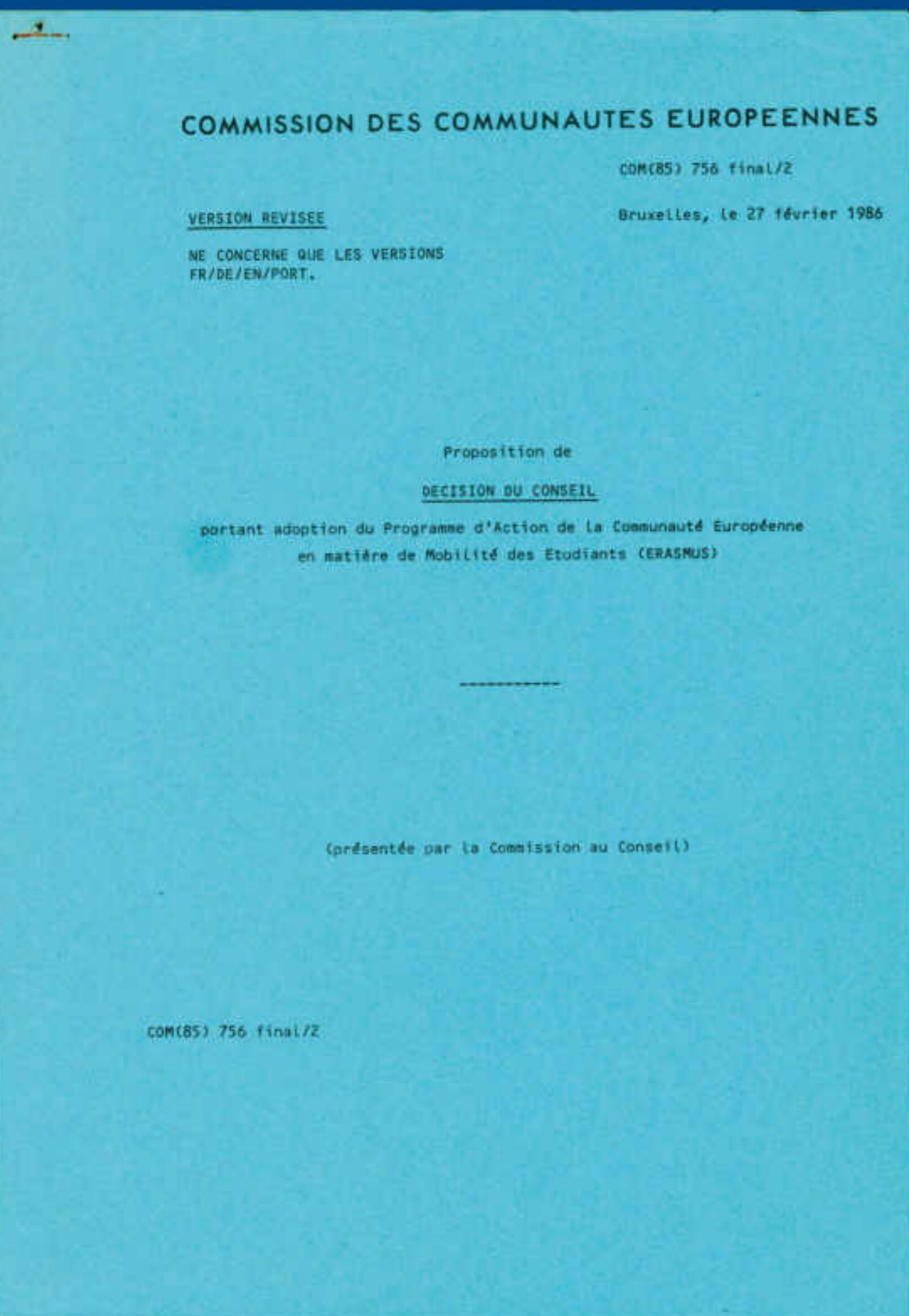
Rapport de la commission juridique de l'Assemblée parlementaire européenne sur la création d'une carte d'identité européenne, 12 février 1962 (AHUE)



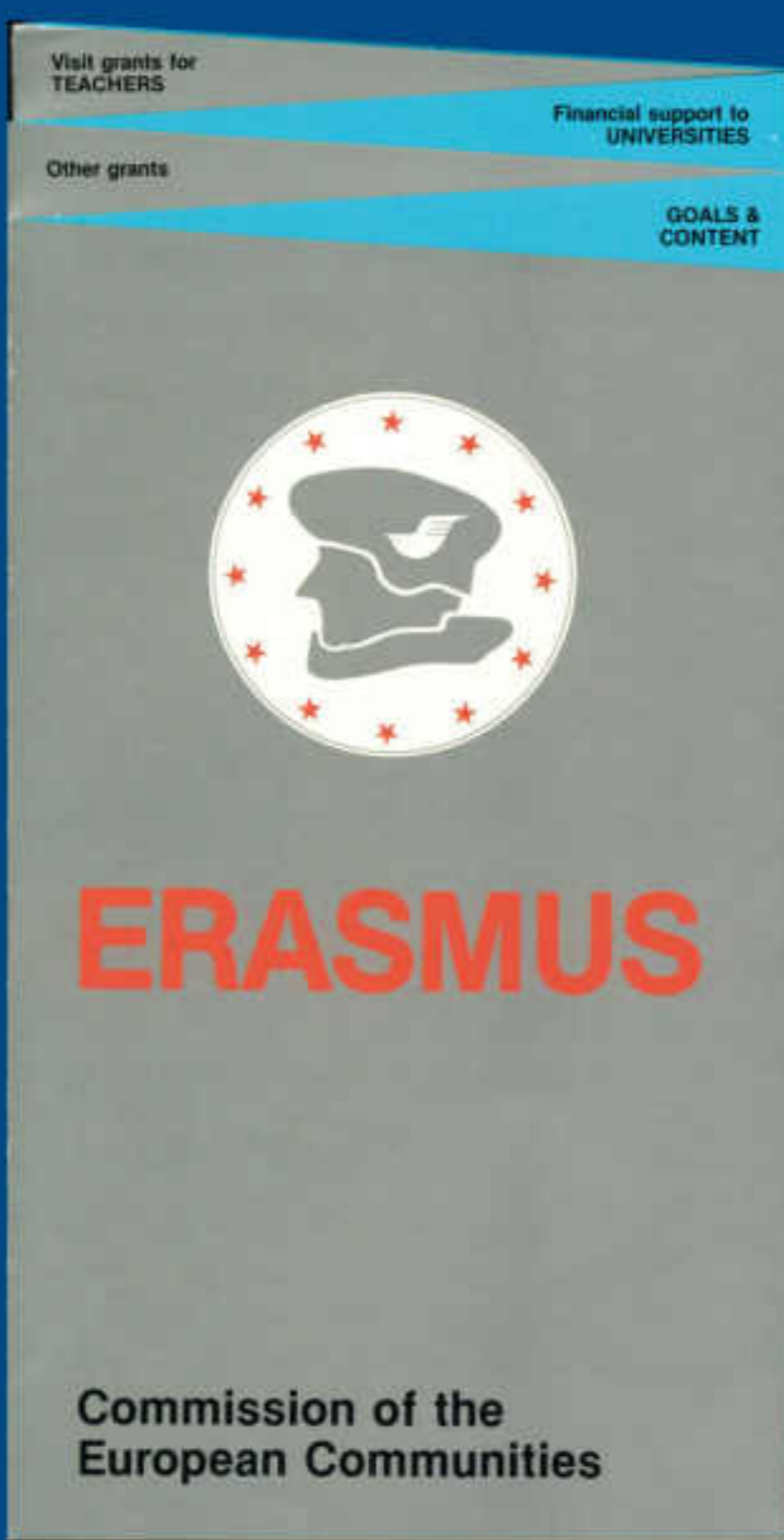
Premier exemple d'un passeport européen délivré en 1953 au personnel de la Communauté par Jean Monnet, Président de la Haute Autorité de la CECA (AHUE)



ÉDUCATION ET FORMATION



Proposition de décision du Conseil portant adoption du Programme ERASMUS, 1986 (AHUE)



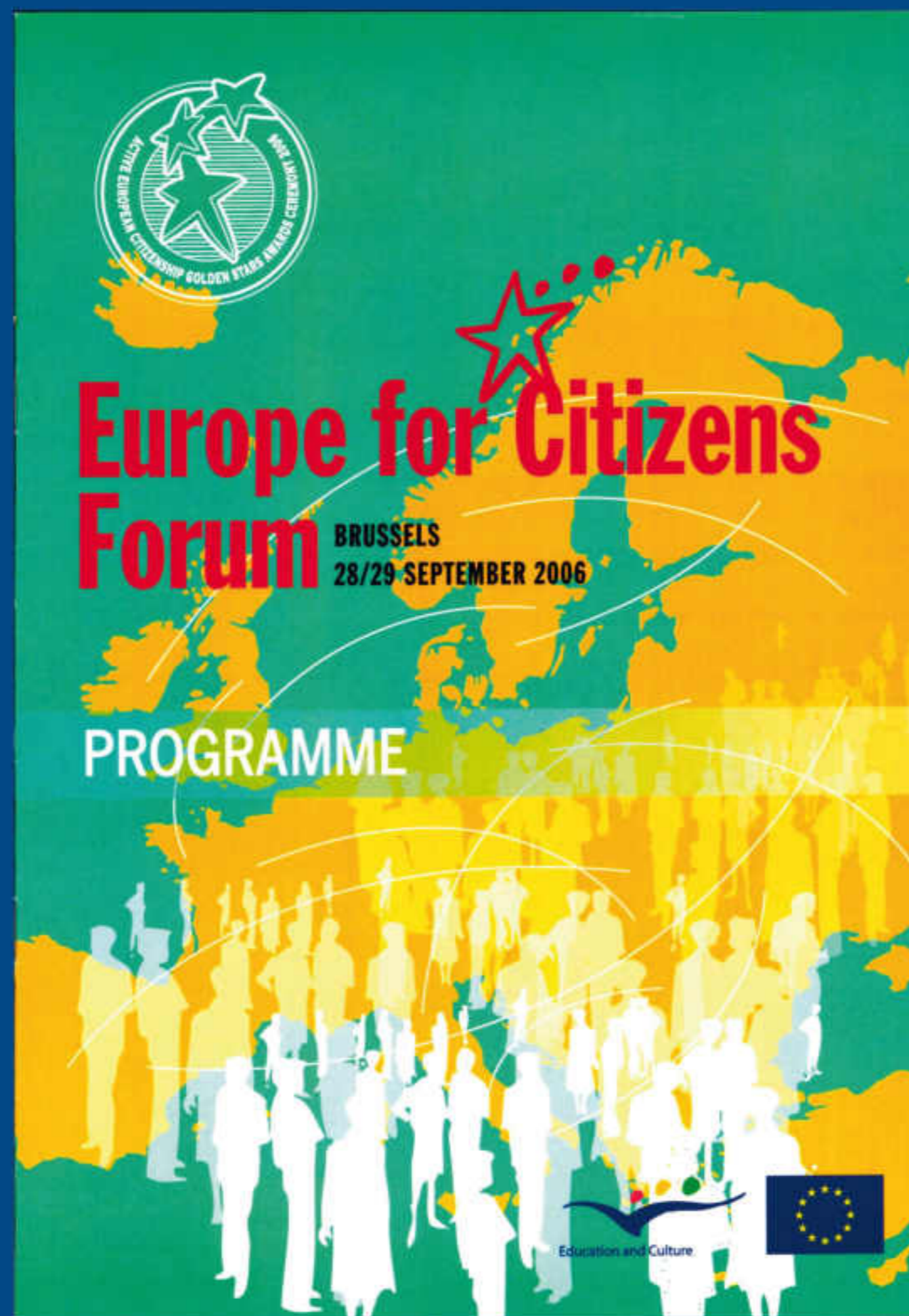
Brochure informative sur le programme ERASMUS, 1986 (AHUE)



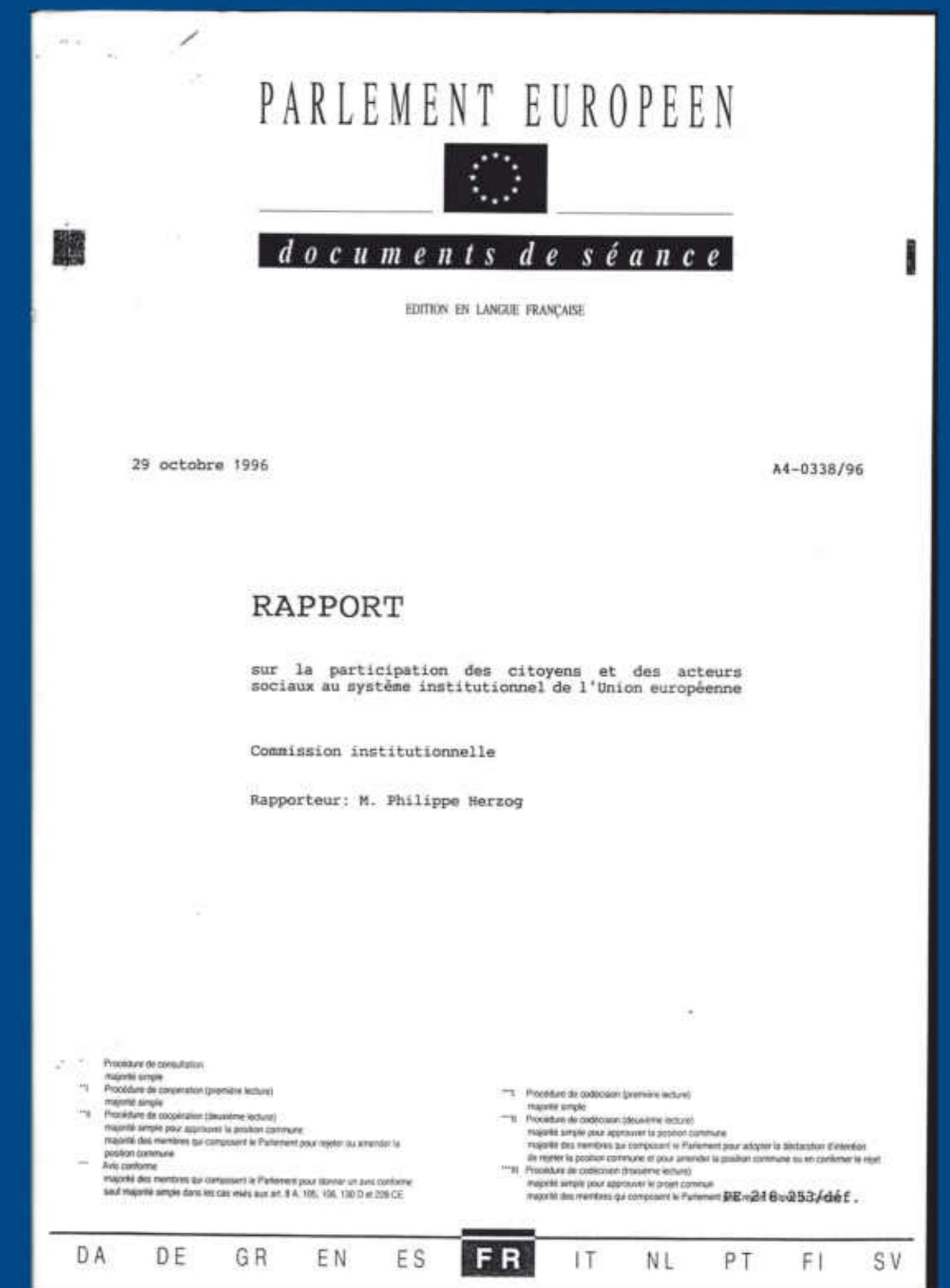
1 000 000 ERASMUS STUDENTS CELEBRATION 24-10-2002

Célébrations organisées par la Commission européenne à l'occasion du premier million d'étudiants ERASMUS (AHUE)

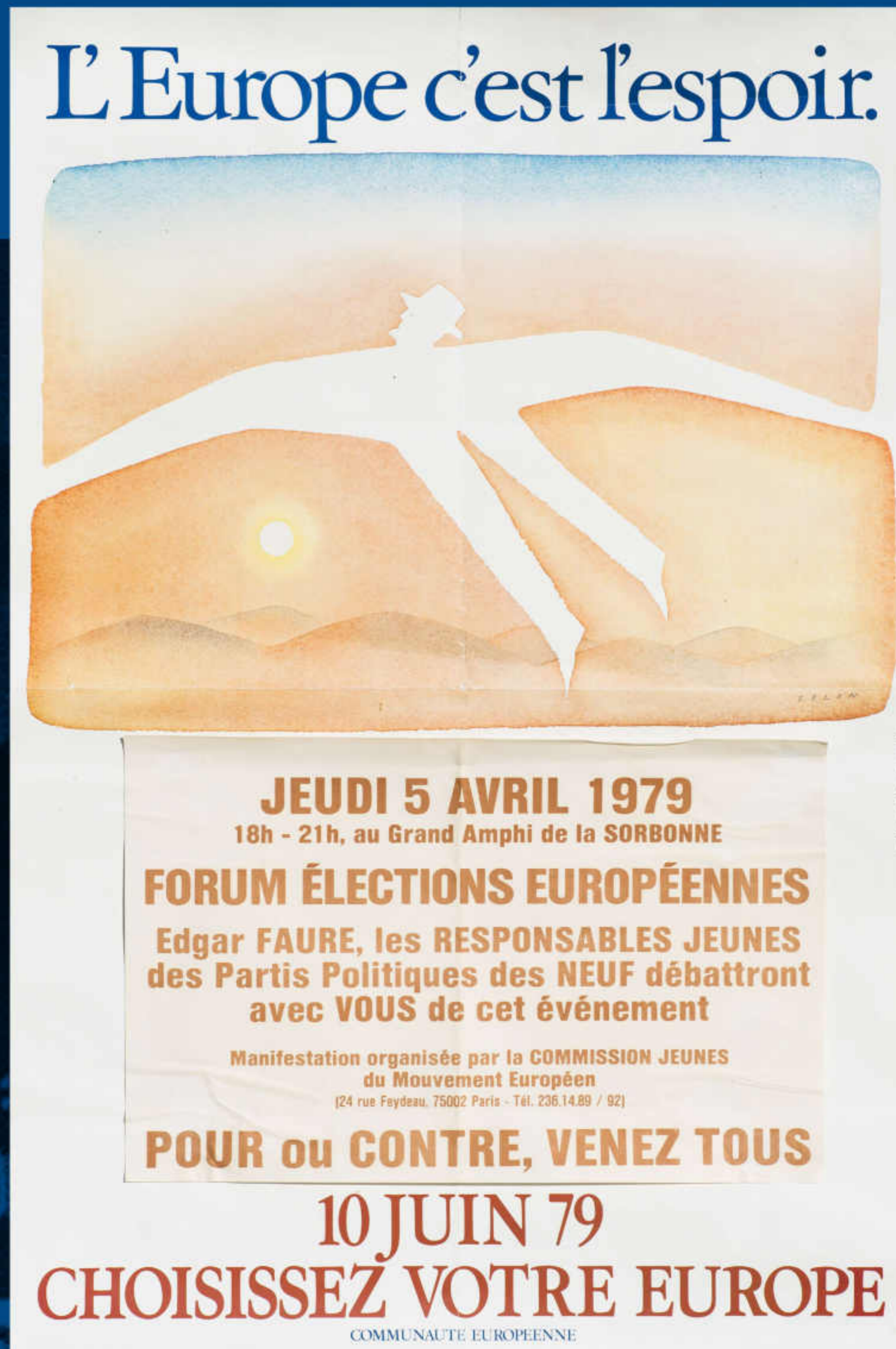
CITOYENNETÉ EUROPÉENNE



Europe for Citizens Forum: programme de l'initiative de la Commission européenne destinée à encourager de nouvelles formes de participation et de mobilisation des citoyens européens, aux niveaux local, national et supranational (AHUE)



Rapport du Parlement européen sur la participation des citoyens et des acteurs sociaux au système institutionnel de l'Union européenne, 29 octobre 1996 (AHUE)



Dépliant du Forum avec les responsables Jeunes des partis politiques des Neuf organisé par le Mouvement Européen en vue des premières élections directes du Parlement européen (AHUE)



Commission européenne



www.europedirectfrance.eu

L'EUROPE DANS LE MONDE

Dès l'origine, la Communauté européenne était ouverte à l'adhésion de **NOUVEAUX MEMBRES**. Elle devint progressivement un partenaire privilégié des **PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT** et un acteur majeur sur la scène du **COMMERCE INTERNATIONAL**.

Du soutien aux transitions démocratiques en Grèce, Espagne et Portugal dans les années 70 jusqu'aux candidatures à l'adhésion des nouvelles démocraties d'Europe centrale et de l'Est après la guerre froide, l'élargissement de la CEE/UE a œuvré au maintien de la paix sur le continent européen. Pour sa contribution à « la paix, [à] la réconciliation, [à] la démocratie et [aux] droits de l'homme », l'UE s'est vu décerner le **PRIX NOBEL DE LA PAIX** en 2012.

Le processus d'élargissement se fit parallèlement au renforcement de la dimension internationale de la CEE/UE. Entre 1963 et 2000, les accords de **YAOUNDÉ**, **LOMÉ** et **COTONOU** firent de l'UE l'un des principaux acteurs dans le domaine de la coopération et du développement international. À partir des années 60, par le biais de la **POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE**, la CEE/UE signa des

accords commerciaux directement avec les pays tiers et participa à des négociations commerciales internationales. Concernant la politique étrangère, l'Europe nourrit à partir des années 70 l'ambition de s'exprimer « d'une seule voix ». Cette ambition fut renforcée dans les années 90 après la fin de la guerre froide et l'échec de la gestion de la crise yougoslave. L'inauguration de la **POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE SÉCURITÉ COMMUNE** (1992) et de la **POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE** (1999) tendit à améliorer la sécurité des États membres en consolidant, au-delà des frontières de l'UE, le respect de l'État de droit et des droits de l'homme ainsi qu'en aidant à désamorcer des conflits internationaux. Dans ce sens, l'Union agit sur la base d'intérêts stratégiques communs à d'autres organisations mondiales, telles que les **NATIONS UNIES** et l'**ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ATLANTIQUE NORD** (OTAN). La création d'un service diplomatique (**SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE**) par le **TRAITÉ DE LISBONNE** fut le résultat d'une décennie d'efforts pour faire de l'UE un acteur décisif sur l'échiquier mondial.



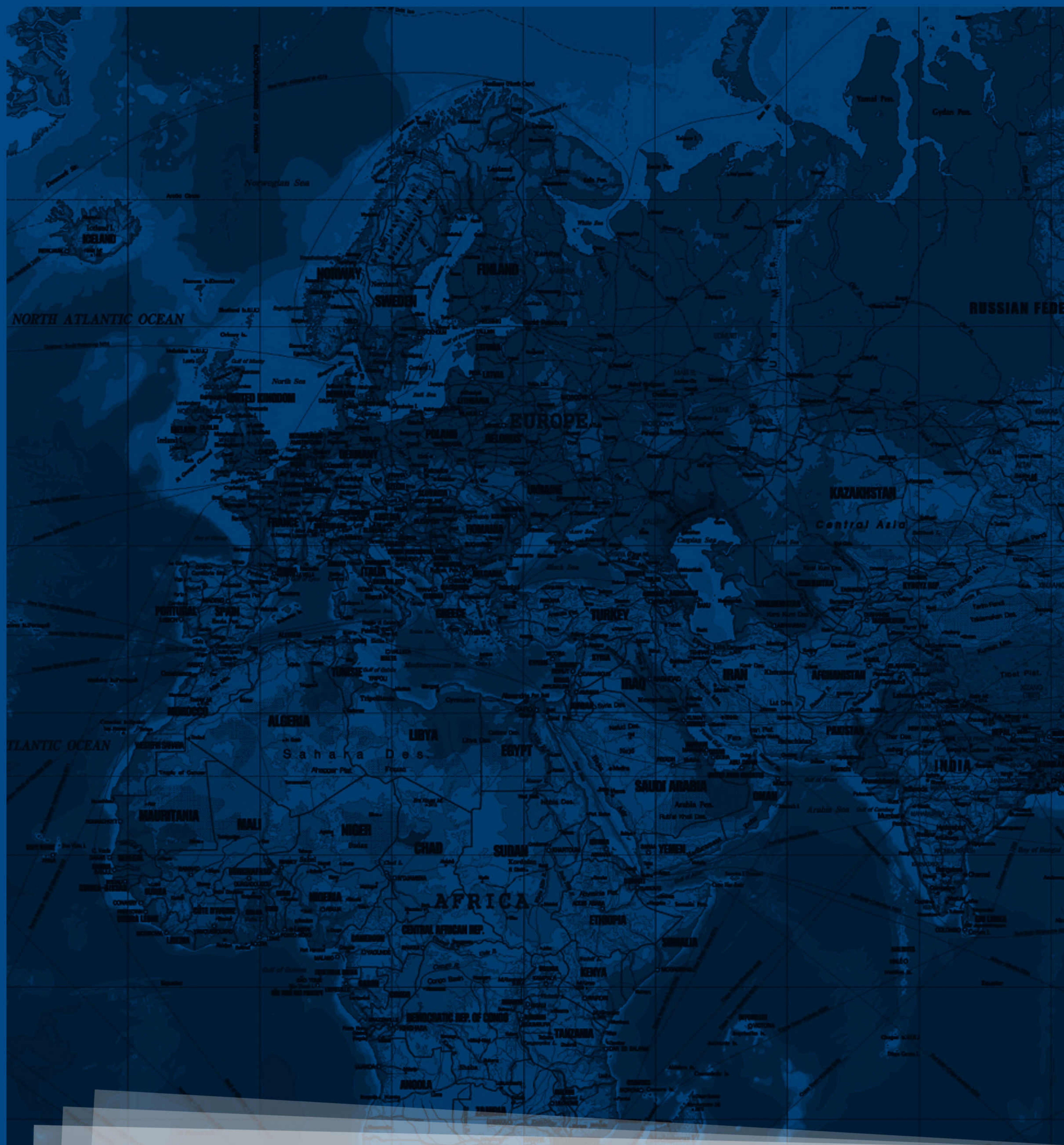
Projet de chantier hydraulique au Kenya financé par la CEE à la fin des années 70 dans le cadre de la politique de coopération au développement en vertu de la Convention de Lomé signée en 1975 (AHUE)



Herman van Rompuy, Président du Conseil européen, et José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, recevant le Prix Nobel de la Paix décerné à l'UE, 10 décembre 2012 (CE Services Audiovisuels/ Georges Boulougouris)



Javier Solana, premier Haut Représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE entre 1999 et 2009 (ANSA)



Commission
européenne



www.europedirectfrance.eu

ÉLARGISSEMENT DE LA CE/UE

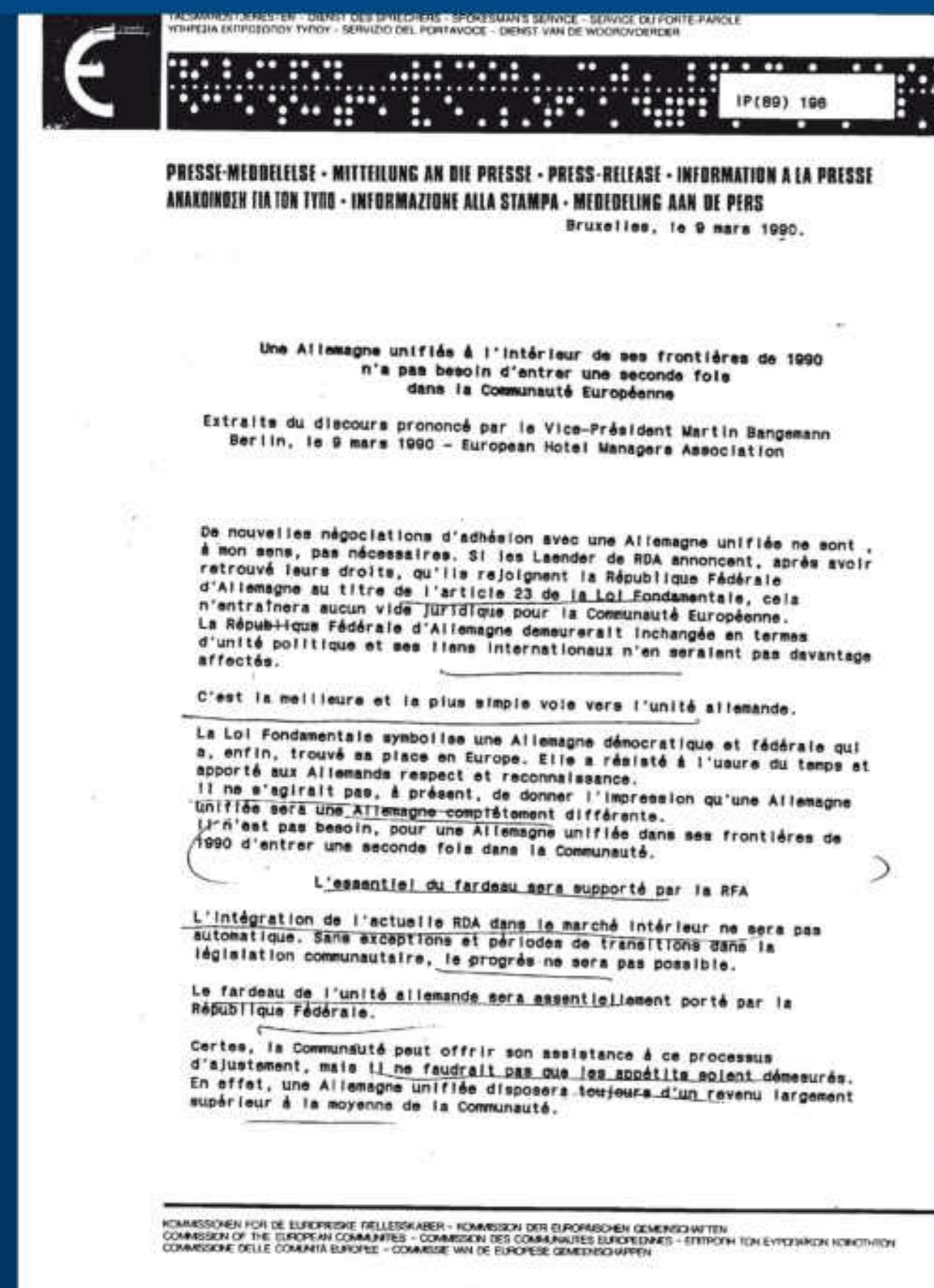


1973
Avis de la Commission européenne sur la seconde demande d'adhésion à la Communauté de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège en 1967, cinq ans après leur première demande. L'avis initialement favorable de la Commission s'était heurté à l'opposition française, exprimée par le Général de Gaulle. La réouverture des négociations fut possible seulement après 1970 avec le nouveau Président Georges Pompidou et se solda par la signature le 22 janvier 1972, du Traité de Bruxelles. La Norvège, après référendum, ne ratifia pas le traité. La Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark devinrent membres de la Communauté le 1er janvier 1973 (AHUE)

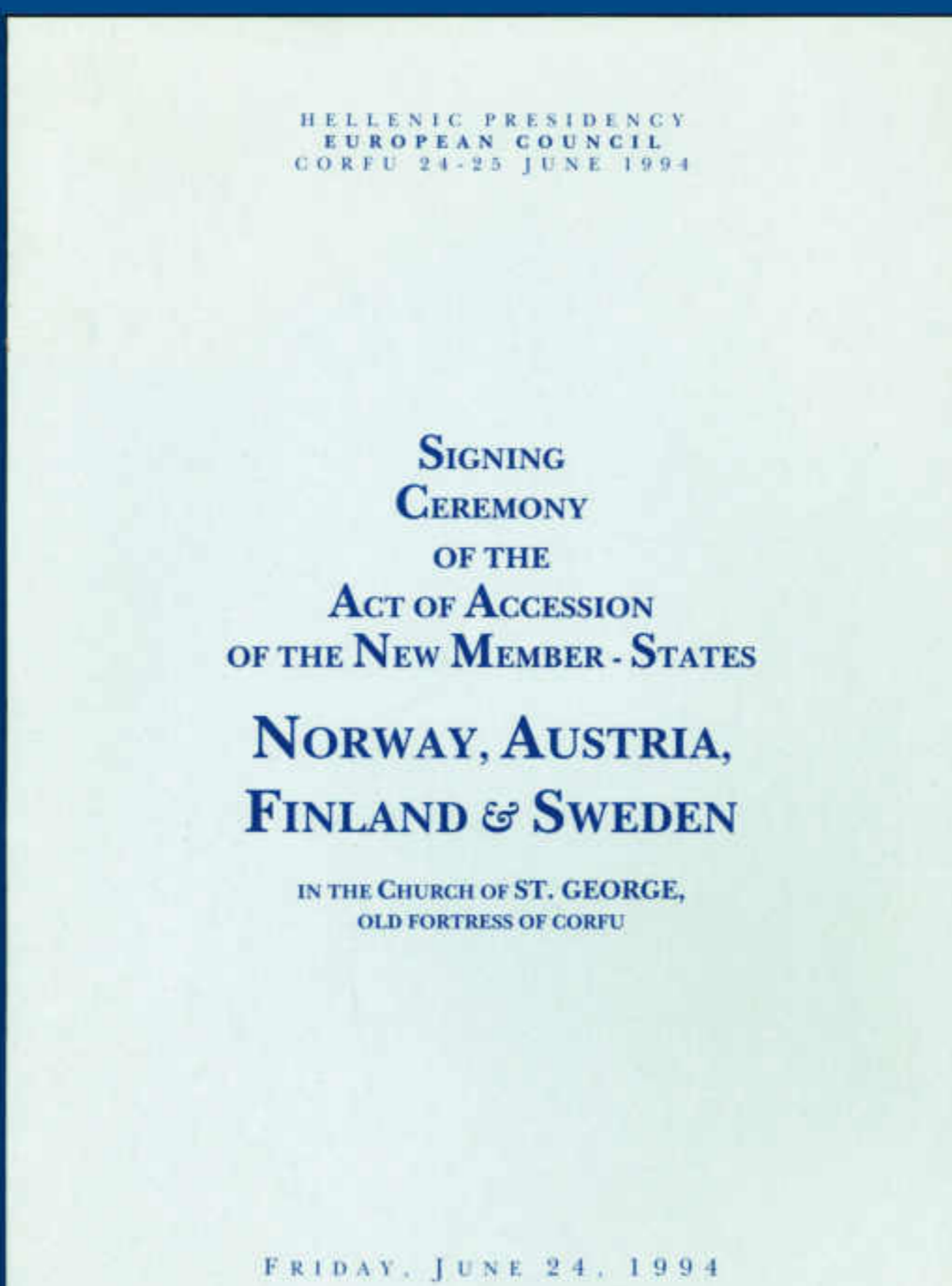


1981
Document d'information de la Commission européenne sur les aspects agricoles de l'élargissement à la Grèce en janvier 1981 (AHUE)

1986
Après de longues et complexes négociations, l'Espagne et le Portugal signèrent le traité d'adhésion le 12 juin 1985 et devinrent membres de la CEE le 1er janvier 1986 (CE Services Audiovisuels)



1990
Extrait du discours de Martin Bangemann, Vice-Président de la Commission européenne, sur l'adhésion de l'Allemagne réunifiée à la Communauté européenne, Berlin, 9 mars 1990 (AHUE)



1995
Cérémonie de signature du traité d'adhésion à l'UE par l'Autriche, la Finlande, la Suède et la Norvège, 24 juin 1994. Ces pays devinrent membres le 1er janvier 1995 sauf la Norvège qui rejeta son adhésion par référendum (AHUE)



2004
Célébrations à Dublin le 1er mai 2004 à l'occasion de l'élargissement à 10 nouveaux membres: Chypre, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Slovénie et Hongrie (AHUE)



2013
Signature du traité d'adhésion de la Croatie à Bruxelles, 9 décembre 2011. La Croatie devint membre officiel le 1er juillet 2013 (ANSA)



Visite de Romano Prodi, Président de la Commission européenne, à Varsovie suite à l'adhésion de la Pologne (AHUE)



2007
L'élargissement européen de 2004 fut finalisé le 1er janvier 2007 avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie (CE Services Audiovisuels/George Boulougouris)



Commission européenne

